

© Marino Trotta | Ville de Lausanne

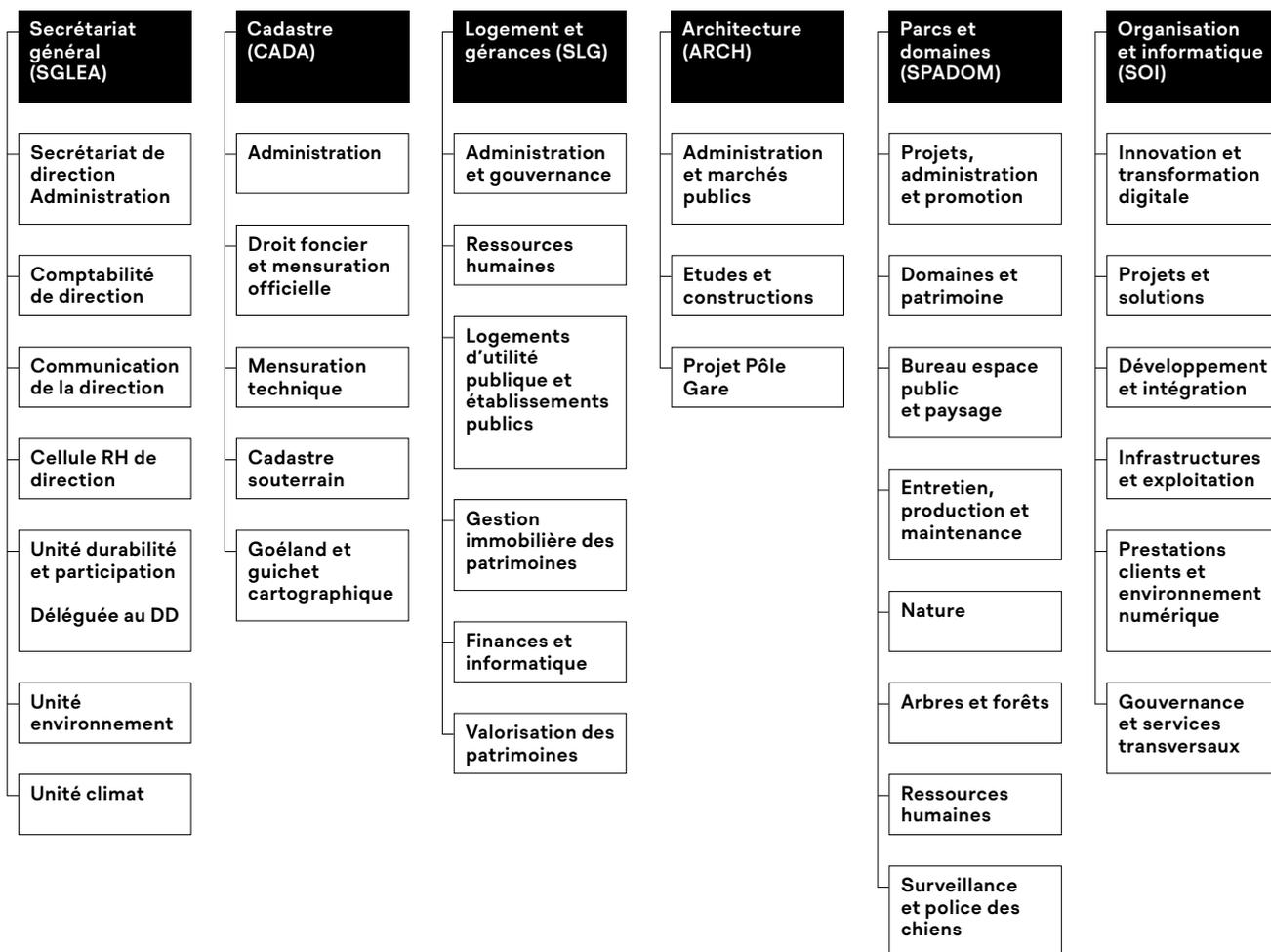


Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture



Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA)

Directrice



Comme l'année précédente, l'année 2021 et son contexte sanitaire ont assurément fortement marqué la Direction LEA. Toutefois, c'est avec une forte implication qu'elle s'est engagée pour préserver la stabilité, conduire la fin de la législature 2016-2021, puis débiter la suivante par l'établissement de son nouveau programme. Une nouvelle législature qui voit par ailleurs l'arrivée de l'Unité Plan Climat au sein de la direction et la transition vers un nouveau Service des gérances et un Service de l'architecture et du logement, tous deux prêts à répondre aux défis de la conduite des gérances et aux enjeux d'assainissement du patrimoine bâti de la Ville.

Dans le courant de l'année, les mesures sanitaires se sont progressivement assouplies, permettant une reprise d'activité pour certaines et certains acteurs. La Municipalité a néanmoins réaffirmé son soutien à ses locataires commerciaux fragilisés en renonçant à plusieurs reprises à percevoir les loyers et redevances mensuels. Dans ce même esprit, afin de soutenir les productrices et producteurs et favoriser le circuit-court ainsi que les produits locaux, un nouveau marché alimentaire s'est installé les vendredis après-midis au sud du Parc de Milan.

En mai, la Ville de Lausanne annonçait la découverte d'une pollution des sols aux dioxines qui pourrait être liée à l'exploitation de l'ancienne usine d'incinération du Vallon. Mettant la santé de la population et la protection de l'environnement au cœur des intentions, des campagnes d'investigations complémentaires menées par le Canton en collaboration avec la Ville ont permis de préciser le périmètre et les niveaux de la pollution et de communiquer des recommandations sanitaires à la population concernée. La Ville s'est également engagée à communiquer chaque nouvelle étape à sa population. Des questions sont encore en cours de clarification par les instances cantonales et fédérales, notamment en ce qui concerne l'assainissement au regard de l'Ordonnance fédérale sur les sites contaminés (OSites). Dans ce contexte, la Municipalité a fait part de sa prise de position quant à la consultation relative à la révision partielle de la loi fédérale sur la protection de l'environnement avec pour objectifs de défendre les intérêts de la Ville et s'assurer que le futur cadre légal ne pèjore ni la santé des lausannoises et lausannois, ni l'environnement, ni les finances publiques.

Reflète des lignes directrices de la transformation numérique, le lancement de la plateforme «Lausanne Participe» concrétise la volonté de rapprocher l'administration de la population en apportant une dimension numérique au dialogue. Favorisant ce même rapprochement, ce sont 30 ateliers qui ont été réalisés avec le soutien du Canton en amont de la Journée du Digital. Ces rencontres ont compté avec près de 600 inscriptions confirmant un réel succès et la volonté de la population d'améliorer ses connaissances dans le domaine du numérique inclusif.

La Confédération, les cantons de Vaud et de Genève, la Ville de Lausanne et les CFF ont donné, le 29 juin 2021, le premier coup de pioche du chantier d'agrandissement et de modernisation de la gare de Lausanne. Cet événement majeur autour du chantier de la décennie a représenté un moment opportun pour faire connaître les importantes refontes des espaces publics et de mobilité autour de la gare. C'est ainsi qu'entre juin et septembre, la population a eu la possibilité de se familiariser avec les futurs projets qui composent le secteur Pôle Gare, en parcourant une exposition à ciel ouvert dans l'espace public.

Le déploiement de la politique d'agriculture urbaine s'est poursuivi tout au long de l'année. Ainsi, la Ville a notamment ouvert «Le local», magasin éphémère situé à la place de la Palud et proposé gracieusement aux productrices et producteurs de proximité d'y faire la promotion d'une alimentation durable et de qualité. Autre engagement fort pris auprès de Faireswiss, se fournir uniquement en lait équitable pour la restauration collective de la Ville; un changement nécessaire et fondamental pour l'avenir du monde agricole laitier en Suisse. Quant aux Vins de Lausanne ils deviennent les Domaines de la Ville de Lausanne. Avec pour mention «Vignerons encaveurs depuis 1536», la Ville a tenu à mettre en avant ses cinq domaines et les caractéristiques qui les identifient.

Après treize mois, les travaux de l'immeuble du Barbare ont pris fin. Combles transformés en appartement, logements mis aux normes, toit et façade rénovés, tea-room transformé en café-restaurant, le tout dans le respect des exigences patrimoniales. Une seconde jeunesse se profile également pour l'Auberge de Sauvabelin qui conservera le gabarit et la structure bois du corps principal originel pour un projet à l'esprit «guinguette» proposant un espace intérieur, deux salles à l'étage et une terrasse ombragée.

L'année a également été ponctuée par l'attribution du Label Villeverte suisse «argent» pour les prestations en faveur des espaces verts et de l'approche durable des zones vertes urbaines ou encore l'obtention par la Ville des trois étoiles du label «Commune en santé» remis par Unisanté et symbole de son engagement de la promotion de la santé de sa population. Du côté du Jorat, c'est le label de Parc d'importance nationale remis par la Confédération qui marque d'une pierre blanche la création du Parc naturel périurbain du Jorat, qui devient ainsi le premier parc naturel périurbain en Suisse romande et le deuxième de ce type en Suisse. Enfin, une pluie de distinctions et de médailles est venue récompenser le travail des artisanes et des artisans des Domaines de la Ville de Lausanne, nommés notamment parmi les 25 meilleurs vigneronnes et vigneron vaudois au top 150 du GaultMillau.

Décisions soumises par la Direction en 2021 et adoptées par la Municipalité

Année	2021
Affaires courantes	153
Adjudications et mandats	190
Permis d'abattage/élagage	599
Total	942

Secrétariat général LEA (SGLEA)

Principales missions du service

Le SGLEA est constitué de sept unités:

- administration, communication et cellule RH de la direction;
- comptabilité de direction;
- unité durabilité et participation, avec la déléguée au développement durable;
- unité environnement;
- unité climat.

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines de la conduite de la direction, du soutien administratif, de la comptabilité de direction. Il assure la coordination des activités de la direction.

Les unités durabilité et participation, environnement ainsi que l'unité climat dont les prestations sont complémentaires et largement transversales au sein de la Commune de Lausanne, complètent les prestations du service. La diversité des missions et activités permet de mettre en place des synergies entre les unités en travaillant transversalement, et d'optimiser de manière constante l'engagement des collaboratrices et collaborateurs ainsi que les processus de travail, tant au sein de la direction que dans le service.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SGLEA-C	7.40	7.30	7.50	6.80
Comptabilité Dir. LEA	7.50	7.50	7.50	7.50
Environnement	1.70	1.80	2.70	1.70
Projet Pôle Gare	2.30	2.10	-	-
Unité Climat	-	-	2.50	2.40
Unité durabilité et participation	4.20	2.40	4.20	3.20
Total service	23.10	21.10	24.40	21.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.30

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration SGLEA-C	9	7.30	8	6.80
Comptabilité Dir. LEA	9	7.50	9	7.50
Environnement	2	1.80	2	1.70
Projet Pôle Gare	3	2.10	-	-
Unité Climat	-	-	3	2.40
Unité durabilité et participation	3	2.40	4	3.20
Total service	26	21.10	26	21.60

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Droit foncier et géomatique	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	2	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	3	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	1	0.09
Auxiliaires mensualisé-e-s	3	0.80
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	4	0.89

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2021 aura notamment été marquée par la fin de la législature 2016-2021 et son traditionnel bilan. A cette occasion, le SGLEA a coordonné l'établissement du bilan des services de la direction. Les premiers mois de la nouvelle législature se sont eux traduits par l'accompagnement de l'élaboration du programme de législature 2021-2026.

La nouvelle législature a également vu l'arrivée de l'Unité Climat au sein du secrétariat général de la Direction LEA, et ainsi la réunion des compétences déjà présentes en matière d'environnement, de durabilité et de participation dynamisant ainsi encore les synergies.

Pour répondre aux besoins actuels et futurs du projet Pôle Gare et ses composantes en phase de réalisation, l'Unité Pôle Gare a été rattachée administrativement au Service d'architecture, dès le 1^{er} septembre 2021.

Suite à la découverte d'une pollution des sols aux dioxines, un volume important de temps et de travail a été dédié, en collaboration avec l'Unité environnement et le Service des parcs et domaines, à piloter les efforts pour cerner précisément les enjeux et en définir les contours juridiques, politiques, scientifiques ou encore financiers. Le SGLEA a de plus participé à la mise en place d'une structure de gestion commune Ville – Canton intégrant les services concernés.

Le SGLEA s'est en outre attelé à relever le défi de la dématérialisation à travers le déploiement du nouvel outil AGIR en assurant la coordination interne.

Principales activités 2021

Administration

Les missions de cette unité comprennent le soutien à la conduite de la direction, l'accueil, la réception, la réponse téléphonique, le soutien administratif, d'importants travaux de secrétariat, la prise de notes de séances, certaines prestations logistiques transversales à la directrice ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs de la Direction (gestion du courrier entrant et sortant, numérisation, organisation et préparation de séances), ainsi que la coordination générale des procédures, des ordres du jour, des activités et des communications (internes et externes) au niveau de la direction. De plus, cette unité traite tous les événements particuliers; ainsi elle est en charge de la coordination administrative interne et externe à la direction.

La mise en production de l'application AGIR (nouvelle gestion des séances de la Municipalité et du Conseil communal) en juin 2021 a engendré un énorme surplus de travail autant au niveau des services que du Secrétariat général, qui a dû remettre en place des procédures administratives et faire en sorte d'implémenter AGIR dans ses propres processus de travail.

L'objectif constant de cette unité est l'amélioration, l'optimisation et la simplification des procédures administratives.

Ressources humaines

Cette année a encore été marquée par la crise sanitaire liée au Covid-19 qui en termes RH, s'est traduit par de nombreux défis à la fois organisationnels et humains.

Le changement de législature a également amené une réflexion organisationnelle et fonctionnelle avec la décision de la Municipalité de transférer l'Unité inspection et analyse du Service d'architecture au Service de l'urbanisme. La direction LEA a souhaité également transférer l'Unité logement du Service du logement et des gérances vers le Service d'architecture. Deux nouveaux services ont ainsi été créés: le Service des gérances (GER) et le Service d'architecture et du logement (ARLO). Un accompagnement au changement et un accompagnement RH a été nécessaire, notamment dans les travaux de réorganisation en collaboration étroite avec le Service du personnel.

En dehors de la gestion courante du personnel, la RRH de services a contribué notamment aux résultats suivants:

- une douzaine de recrutements pour SGLEA, CADA et ARCH;
- accompagnement lors de changements organisationnels à la suite de divers transferts d'unité ou section: AIC-ARCH à BPC-URB, Plan Climat SMUN à SGLEA, Pôle Gare SGLEA à ARCH;
- pilotage opérationnel et accompagnement au changement du nouveau service ARLO;
- suivi de dossiers RH sensibles pour SGLEA, CADA et ARCH.

Dans ses tâches de coordination et de soutien RH de la direction LEA, en lien direct avec sa municipale, la RHD a contribué aux résultats suivants:

- pilotage du projet de réorganisation RH des services pour ARLO et GER;
- réorganisation de l'entité Pôle Gare avec le recrutement d'un responsable Périmètre Pôle Gare et le suivi RH de la responsable de projet;

- suivi des dossiers RH sensibles, notamment à ARCH;
- suivi des dossiers RH Ville et coordination avec LEA pour les dossiers «rémunération des auxiliaires», «pérennisation des auxiliaires», «art. 38» (métiers ARCH, IT et engineering) et «apprentissage»;
- participation à différents groupes de travail pilotés par le SPEL et représentation de la direction, notamment «lutte contre le harcèlement au travail» (membre du comité de pilotage), «télétravail», «recrutement», «politique RH et problématique LGBTIQ+»;
- engagement d'une nouvelle assistante RH pour la cellule RH de la direction.

Comptabilité de direction

Les principales tâches ont été les suivantes:

- établissement, pour l'ensemble de la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- passation des écritures et enregistrement des factures dans différents logiciels comptables, ceci dans le respect des règles administratives et de leur évolution;
- établissement des décomptes TVA;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion financière et comptable du Fonds du développement durable (FDD) et du suivi financier dans l'application Goéland.

En 2021, la comptabilité de direction a également:

- fourni périodiquement l'outil de pilotage financier des investissements de la direction via divers indicateurs;
- apporté activement son soutien à la rédaction de la partie financière des préavis et notes à la Municipalité élaborées par les services de la direction;
- participé à l'élaboration de la méthodologie de valorisation du stock des vins en vrac et en bouteilles;
- participé aux différents ateliers relatifs à la mise en œuvre des logiciels Abalmmo et Abacus;
- pris ses dispositions pour assurer le respect des délais et la qualité des prestations depuis le début de la pandémie;
- participé activement à la mise en place et au respect des règles sanitaires garantant la santé du personnel;
- fourni un soutien important à la mise en place des processus de gestion du magasin «Local pop-up»;
- assumé les impacts liés à la nouvelle législature et réorganisation des services (nouveaux plans de comptes, transferts de budgets, gestion des salaires, etc.).

Unité durabilité et participation

Effective depuis juillet 2020, l'Unité durabilité et participation (UDP) porte le positionnement institutionnel en matière de durabilité et de participation au sein de la Ville de Lausanne.

Promotion de la santé

La Ville de Lausanne définit une politique publique communale ambitieuse, volontariste et transversale en matière de promotion de la santé. Dans ce contexte, elle a communiqué l'obtention du label «Commune en santé» en janvier 2021. Ce label, attribué dans le Canton de Vaud par Unisanté, a été obtenu en 2020, avec la distinction la plus élevée de trois étoiles grâce à 79 mesures, et près de 250 sous-mesures qui participent directement à la promotion de la santé. Lausanne devient ainsi la première Ville de Suisse de plus de 100'000 habitantes et habitants à obtenir ledit label et démontre le caractère durable de son engagement pour la promotion de la santé et le bien-être de sa population.

Une stratégie, intégrant les grands enjeux en la matière et les résultats des études menées depuis 2018, est en cours de finalisation et fera l'objet d'un préavis en 2022.

Par ailleurs, reconnue pour son expertise en matière de santé et de durabilité, la Ville de Lausanne a poursuivi son engagement dans le Comité vaudois de labellisation de «Commune en santé».

Perturbateurs endocriniens

La Ville de Lausanne a poursuivi ses démarches dans le cadre de son programme de sensibilisation et d'actions visant à limiter la présence des perturbateurs endocriniens dans les centres de vie infantine (CVE). Sur demande, des guides et des affiches supplémentaires ont été distribués à des professionnelles et professionnels du domaine. Des visites *in situ* ont été développées dans l'objectif de faire un bilan de situation et d'accompagner ces structures dans la mise en place d'actions concrètes. Deux CVE y ont déjà participé. Une collaboration est également en cours avec l'Etat de Vaud afin d'adapter le guide aux institutions cantonales. Par ailleurs, le travail sur le catalogue d'achat de la Ville s'est poursuivi afin d'intégrer la question des perturbateurs endocriniens et une nouvelle convention a été conclue avec la société TOXpro afin de disposer d'une expertise scientifique en matière d'analyse toxicologique.

Le programme a fait l'objet du rapport-préavis N° 2020/31 «Perturbateurs endocriniens: analyse de risques et plan d'actions communales – Réponse au postulat de M. Fabrice Moscheni», adopté par le Conseil Communal le 23 mars 2021.

Achats durables dans l'administration

Le travail d'analyse et de définition de critères de durabilité dans les achats de la Ville s'est poursuivi. La Ville de Lausanne participe activement au groupe national d'accompagnement pour la mise en place d'une plateforme nationale sur les achats responsables, afin de mutualiser les bonnes pratiques dans ce domaine.

Manifestations

Dans le cadre de la politique de la Ville en matière de manifestations responsables, la promotion des bonnes pratiques et l'accompagnement des manifestations se sont poursuivis par le biais de la plateforme KITmanif. Le rapport-préavis N° 2020/34 «Manifestations responsables: plan d'actions communales – Réponse au postulat de M^{me} Thanh-My Tran-Nhu» doit encore être adopté par le Conseil communal.

La 6^e édition du Marché aux jouets s'est déroulée le 26 novembre 2021 au Casino de Montbenon. Cette manifestation, qui vise une consommation durable et solidaire, a connu un grand succès avec la participation de près de mille personnes et dans le respect des normes sanitaires en vigueur.

Convivialité et espace public: politique publique des édicules

Afin de soutenir les édicules lors des restrictions d'activités en début d'année, il a notamment été décidé de renoncer à la perception des loyers durant cette période. Un travail sur la réaffectation de trois édicules est en cours et devrait se concrétiser en partie en 2022.

Du 25 mars au 10 juillet 2021, l'édicule de la Maladière a accueilli le projet «Maladière Moderne», initiative collective qui rassemblait Bruno Aeberli (artiste), Ville en tête (association de sensibilisation à la culture du bâti) et Corridor (collectif curatorial d'architecture). A la fois artistique et architectural, ce projet a amené une réflexion sur la réappropriation de l'héritage architectural moderne avec des expositions, des conférences, et des ateliers. Les candidatures pour l'appel à projets 2022 et une nouvelle attribution culturelle ont été reçues le 15 novembre 2021 et le processus d'attribution est en cours.

Participation

En 2021, la Ville de Lausanne a mené une quinzaine de démarches participatives comme, par exemple, les forums pour l'écoquartier des Plaines-du-Loup, les rencontres citoyennes du contrat de quartier d'Entre-Bois, la troisième édition du budget participatif ou la piétonisation et végétalisation de la rue des Echelettes dans le cadre de chantiers participatifs.

La coordinatrice de la participation, avec l'appui des membres du Pôle d'expertise participation, a notamment:

- renforcé la coordination des démarches participatives et l'accompagnement des services (soutien, conseils, outils, etc.) avec la création de permanences participation et d'une checklist participation;
- consolidé les compétences en matière de participation par la mise en place d'une formation pour le personnel de l'administration et la rédaction d'un guide de bonnes pratiques (en cours);
- mis en ligne, en avril 2021, la plateforme «Lausanne participe» qui vise à rassembler toutes les démarches participatives et renforcer la participation en ligne;
- acquis un vélo-cargo afin de mobiliser les quartiers et mener des démarches participatives *in situ*;
- élaboré une stratégie participation 2022-2026 (objet d'un préavis en cours de finalisation);
- assuré une veille scientifique de la participation et l'implication de la Ville à différents réseaux régionaux, nationaux et internationaux.

Déléguée au développement Durable

Les axes prioritaires sont: la politique alimentaire, la production et la consommation responsables, l'économie circulaire, la gestion du Fonds communal pour le développement durable en collaboration avec la comptabilité de direction et l'administration durable.

Politique alimentaire Ville: Restauration collective durable (RCD)

Préavis RCD II

- Rapport-préavis N° 2019/42 «Bilan et perspectives du plan d'action pour une restauration collective municipale avec une haute qualité nutritionnelle, environnementale et sociale (plan RCD)»: poursuite de la politique alimentaire durable Ville avec l'amélioration continue et audits des objectifs de durabilité à atteindre d'ici à 2023;
- le 1^{er} juin 2021 a été organisé, en collaboration avec la marque VAUD+ (Canton de Vaud), la rencontre avec une trentaine de fournisseurs – grossistes de la restauration collective, afin d'étoffer l'offre alimentaire en produits de proximité et bio;
- introduction systématique du produit Faireswiss «Le lait équitable» dans les 34 cuisines RCD. La conférence de presse du 16 novembre 2021 a démontré l'intérêt des médias et du public pour la défense de l'économie agricole de proximité;
- en partenariat avec l'EPFL et HILT Academy, élaboration et déploiement de la formation «Menus végétariens» pour les cuisiniers RCD.

Distributeurs LOCAMAT

Lancement de l'initiative LOCAMAT comprenant au minimum 80% de produits et fournisseurs de proximité, en lieu et place des distributeurs Selecta dans l'administration, en partenariat avec VAUD +, REGIO Suisse, EPFL et l'entreprise Dallmayr. L'initiative poursuit son déploiement en 2022.

RestoBox Lausanne – Emporter futé

L'initiative RestoBox Lausanne a démarré en février 2020 en partenariat avec GastroLausanne. L'objectif est d'introduire de manière systématique le recours à la vaisselle réutilisable, au lieu des contenants jetables à usage unique. En 2021, l'offre des contenants réutilisables a été étoffée avec le lancement des verres EASYCUP.

Economie circulaire et durable

Afin de répondre aux objectifs du plan de législature 2021-2026, une première analyse des potentiels et champs d'actions d'économie circulaire a été effectuée. Les propositions stratégiques seront examinées courant 2022.

Réseaux et représentation

Intégration au Comité stratégique consultatif du Cercle indicateurs de la Confédération.

Co-crédation du groupe de travail national «Alimentation durable» en partenariat avec l'Union des Villes Suisses (UVS) et les Villes de Zürich et Bâle. Sous l'égide de l'UVS, Lausanne a accueilli la 3^e rencontre qui s'est déroulée avec succès en septembre 2021.

Intégration au Comité RegioSuisse, VAUD+, EPFL et Dallmayr pour le déploiement national du concept LOCAMAT.

Membre du Comité COORD 21 (Coordination des collectivités publiques pour le développement durable).

Fonds communal pour le développement durable (FDD)

- activités relatives au Fdd: conseils, réception et analyse des demandes, préparation des quatre séances annuelles du comité de pilotage, réponses aux porteurs de projets, suivi des projets et des budgets.
- en partenariat avec les SIL, la communication publique «Eclairage, au fil des activités Fdd-Fee 2018, 2019, 2020» a été éditée pour la première fois en ligne, en avril 2021.
- en 2021, 13 projets ont obtenu un soutien financier, contre 17 en 2020.

Le Fdd a financé en 2021 un montant de CHF 3'569'000.- pour l'ensemble des projets et préavis validés par la Municipalité et le Conseil communal.

Unité communication de la direction LEA

En 2021, la cellule communication a défini les stratégies de communication des projets de la Direction et des services qui lui ont été confiés et assuré l'accompagnement des actions de communication. Responsable de

la cellule de communication Ville-Canton pour la thématique de la pollution des sols aux dioxines, elle a également représenté la Ville pour les questions de communication dans le cadre de Léman 2030. Elle a entretenu les relations avec les médias en organisant des conférences de presse et répondu aux diverses sollicitations. La cellule a également rédigé différents supports (argumentaires, communiqués de presse, éléments de discours, articles pour le journal communal, actualités municipales, etc.). Enfin, la cellule communication LEA a assuré le lien avec le Bureau de la communication de la Ville et participé au réseau des responsables et chargés et chargés de communication des directions.

Unité environnement

L'Unité environnement a pour objectif de devenir un centre de compétences et un observatoire de l'environnement, en coordination et en complémentarité avec les services métiers communaux. Deux principaux thèmes ont occupé l'année 2021 pour cette unité:

- la pollution des sols aux dioxines/furanes de la région lausannoise. En effet, une pollution aux dioxines a été constatée dans le secteur de l'avenue Victor-Ruffly en début d'année 2021. Au vu des concentrations enregistrées, la législation sur les sols impose des investigations complémentaires. Aussi, la Ville de Lausanne et le Canton de Vaud ont mené de concert des études afin d'évaluer l'origine, l'étendue, les niveaux de cette pollution ainsi que les risques qu'elle pourrait causer à la population, afin de pouvoir prendre les décisions relatives aux recommandations et restrictions d'utilisation sur les parcelles concernées par un usage sensible (jardins potager, places de jeux, écoles, etc.);
- l'observation de l'environnement. Conformément au rapport-préavis N° 2020/38 «Vers un observatoire de l'environnement, pour contribuer à promouvoir la santé de la population et à lutter contre les changements climatiques», adopté par la Municipalité le 24 septembre 2020, l'Unité environnement a concrètement commencé en 2021 la mise en place de cet observatoire. Les appareils de mesure ont été choisis (température, bruit et pollution de l'air) et les premiers capteurs reçus sont déjà posés. Les premiers tests internes ont permis de confirmer le bon fonctionnement des appareils choisis. Il est prévu de poursuivre ce test sur les deux prochaines années, en bonne coordination avec les services de la Ville, les spécialistes du Canton, MétéoSuisse et l'EMPA.

En parallèle, l'année 2021 a également donné lieu à différents projets spécifiques tels que:

- le développement d'un système d'information géographique (SIG) interne sur les immissions du bruit routier;
- l'élaboration de réponses, avec l'appui des services cantonaux et communaux concernés, à près d'une vingtaine de plaintes ou questionnements de la population lausannoise relatives aux nuisances dues au bruit, à la pollution de l'air et aux rayonnements non ionisants essentiellement;
- le suivi des études d'impact sur l'environnement des projets liés aux travaux de la gare de Lausanne;
- la participation au suivi des procédures de planification territoriale en tant qu'expert «environnement» pour le Plan d'affectation (PA) communal, les PA des Prés-de-Vidy, de la Rasude, de la Clochette et des Plaines-du-Loup, de Beaulieu, des Boveresses, de la route de Berne - Villa Ronde, de la Campagne des Cèdes, etc.;
- la participation aux travaux du Groupe amiante;
- la participation, en tant qu'expert, à la rencontre dans le cadre des «Sauvageons en ville» sur la pollution de l'air le 11 mai 2021;
- enfin, la tenue d'une première séance de la nouvelle Délégation municipale au climat et à l'environnement le 1^{er} novembre 2021.

Unité climat

L'Unité climat a été créée en 2021 et s'est développée avec l'engagement, à l'automne, d'une cheffe et d'un chef de projet à 80%, amenant ainsi les ressources de l'Unité à 2.4 ept. L'Unité a également été transférée de la direction CD à la direction LEA au 1^{er} juillet et est désormais rattachée au SGLEA. Elle est chargée des missions décrites dans le rapport-préavis N° 2020/54 «Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne», à savoir: la garantie de la cohérence de la politique sur le plan opérationnel, la coordination de

sa mise en œuvre et de ses futurs développements, le conseil en matière climatique, le développement et l'application d'un système de monitoring du Plan climat, la communication autour de ce plan, le pilotage de démarches participatives et d'études d'expertise ainsi que la conduite de stratégies de coordination et de collaboration avec les autres acteurs institutionnels et l'élaboration de stratégies de lobbying.

L'année 2021 a été marquée par:

- la sortie du Plan climat: Le Plan climat (rapport-préavis N° 2020/54 «Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne») a été communiqué par la Municipalité le 13 janvier 2021. L'Unité climat a accompagné la sortie de ce plan au travers de différentes communications, ainsi que du travail réalisé avec la Commission N° 50 du Conseil communal, chargée de l'examen de ce rapport-préavis et qui s'est réunie cinq fois entre février et avril. Le Plan climat a été adopté par le Conseil communal en sa séance du 25 mai 2021;
- la définition des premières mesures du Plan climat et de leur financement: un travail a été effectué afin d'identifier des premières mesures à mettre en œuvre et leurs possibles sources de financement. Ce travail a abouti à l'élaboration du préavis N° 2021/24 «Premières mesures du Plan climat et stratégie de financement» qui prévoit notamment une subvention aux transports publics pour différents groupes de population. Cette mesure, ainsi que les autres mesures présentées dans ce rapport, seront financées grâce à une hausse sur quatre ans du plafond des taxes sur l'électricité;
- l'établissement de l'Unité climat comme unité transversale de coordination et de conseil: l'unité a assis sa position de mise en cohérence des actions sectorielles des différents services en regard de la politique climatique de la Ville et de conseil aux services;
- la communication autour du Plan climat: différentes actions de communication ont été déployées durant l'année 2021 afin de faire connaître le plan dans différents milieux. Il convient par exemple de citer les initiatives internationales, telles que la «Cities Race to Zero» ou le «One Planet City Challenge», que la Ville de Lausanne a rejoint, différentes interventions dans les médias ou encore une conférence donnée conjointement avec une chercheuse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). L'unité a également tissé et resserré des liens forts avec d'autres collectivités, comme les villes de Paris ou de Zurich, grâce à des journées d'échange politiques et techniques;
- des travaux préparatoires en matière de monitoring et de participation: L'Unité climat élabore actuellement un système de monitoring du Plan climat et une stratégie de participation autour de ce plan, en collaboration avec les services et unités concernés.

Service du Cadastre (CADA)

Principales missions du service

Le Service du cadastre est constitué de cinq unités:

- administration;
- droit foncier et mensuration officielle;
- mensuration technique;
- cadastre souterrain;
- Goéland et guichets cartographiques.

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines:

- de la coordination des procédures à incidences spatiales;
- du droit foncier;
- des mensurations officielles et techniques;
- du cadastre des conduites souterraines;
- du traitement et de publications de géodonnées informatiques.

Par la mise à disposition de l'outil Goéland, le service s'occupe aussi des références territoriales. Cet outil, développé, maintenu et mis à disposition par le Service du cadastre, joue un rôle fédérateur au sein de

l'administration. Il s'agit d'une solution de gestion du savoir de l'administration permettant notamment de conduire et de documenter les processus administratifs.

Le service forme aussi quatre apprentis géomaticiens.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SC	2.95	2.95	2.95	2.75
Droit foncier et géomatique	22.05	21.15	21.95	21.55
Goéland et guichets cartogr.	8.20	8.20	8.20	9.20
Total service	33.20	32.30	33.10	33.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-0.10

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration SC	3	2.95	3	2.75
Droit foncier et géomatique	23	21.15	23	21.55
Goéland et guichets cartogr.	9	8.20	10	9.20
Total service	35	32.30	36	33.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Droit foncier et géomatique	3	4
Total service	3	4

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	1	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	1	2

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	–	–
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*
Total service	0	0.00

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

La crise sanitaire liée au Covid-19 a malheureusement encore eu un impact sur le fonctionnement du service, tant par les absences causées par les personnes atteintes par le virus ou celles placées en quarantaine en leur qualité de cas contact. Il a été nécessaire de réévaluer et adapter notre organisation face aux vagues successives et aux changements de directives.

Principales activités 2021

Unité administration

L'Unité administrative est la porte d'entrée du service et de la direction LEA. Ses premières missions sont un accueil et un service de qualité aux lausannois et lausannoises et aux partenaires de la Ville, ainsi qu'un soutien administratif pour le service et les différentes unités organisationnelles du Secrétariat général LEA. Les autres missions principales de cette unité sont le suivi d'affaires à l'aide de l'outil Goéland, l'établissement et le suivi du budget de fonctionnement, la constitution de toutes servitudes pour lesquelles la Commune est partie prenante, la mise en forme et l'archivage des conventions foncières pour l'ensemble de la Ville, la mise à jour de la base de données des parcelles, ainsi que la gestion des commandes de matériel pour le service et pour le SGLEA.

Unité droit foncier et mensuration officielle

L'Unité droit foncier et mensuration officielle assure principalement trois rôles: celui de spécialiste du droit foncier, celui de géomètre exclusif pour la Commune de Lausanne et celui d'autorité publique.

En tant que spécialiste du droit foncier:

- pilotage jusqu'à l'été 2021 du développement du quartier Malley-Gazomètre sur les communes de Prilly et Renens. Dans ce contexte:
 - représentation et défense des intérêts de la Commune de Lausanne dans le cadre des instances intercommunales de coordination et développement du projet;
 - négociation avec les CFF et convention de retrait d'opposition de la Commune dans le cadre du projet Malley-Gare des CFF;
 - négociation et réalisation de plusieurs conventions pour l'usage du site (Malleytte, Centre sportif de Malley, Fabrique de Malley).
- en août, transmission du pilotage du projet Malley-Gazomètre au Bureau de développement immobilier et Métamorphose (BDM) tout en continuant à jouer un rôle actif dans la défense des intérêts de la Commune et en apportant une expertise en matière de droit foncier notamment au BDM;
- finalisation des négociations et signatures des conventions foncières traitant de la mise à disposition des parcelles privées et des domaines publics pour les installations nécessaires au chantier des métros m2 et m3;
- soutien au Service d'urbanisme dans le cadre de l'étude et de la réalisation des différents plans d'affectation pour les aspects fonciers;
- négociations foncières (cessions de terrains, servitudes, etc.) dans le cadre des divers projets communaux;
- dénonciations d'autorisations à bien-plaire dans le cadre du début des travaux du tram t1;
- convention avec la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman (CGN) pour la réalisation d'une voie de fuite et d'une voie d'accès;

Pour le rôle de géomètre de la Ville, il s'agit notamment de:

- établir les extraits cadastraux légaux pour les besoins de la Commune, tels que plans pour enquêtes publiques, plans de servitude pour le registre foncier, plans pour mention ou autres plans spéciaux;
- établir les dossiers pour la mise à jour du plan du registre foncier pour tous les biens-fonds communaux lors de nouvelles constructions ou de modifications de limites de parcelles;
- déterminer les lisières de forêts des parcelles communales avec l'inspecteur cantonal;
- établir diverses cartes ou plans sur demande des services communaux.

Pour le rôle d'autorité publique, il s'agit notamment de:

- gérer et diffuser les limites des constructions et les périmètres d'implantation nécessaires à l'implantation des nouvelles constructions;
- analyser et autoriser conformément à la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), toutes les demandes de fractionnement de parcelles sur le territoire communal;
- participer à l'analyse des demandes de permis de construire en collaboration avec l'Office des permis de construire, notamment pour les aspects géométriques et fonciers (588 analyses réalisées);
- autoriser les réalisations d'ancrages sous le domaine public ou privé communal;
- contrôler l'implantation des nouvelles constructions sur tout le territoire communal (61 contrôles d'implantation et 92 contrôles de niveau de dalle de rez-de-chaussée effectués);
- attribuer et gérer les adresses de bâtiments;
- répertorier et taxer les empiètements immobiliers sur le domaine public;
- suivre la mise à jour permanente des nouvelles constructions sur le plan du registre foncier pour tout le territoire communal par délégation du Canton (51 rappels aux propriétaires et 33 mises en demeure, 90 contrôles de cadastrations effectués).

Unité Mensuration technique

L'Unité mensuration technique réalise des missions pour les projets communaux ou pour des ouvrages existants: implantations de constructions, levés de détails, acquisitions photogrammétriques, mutations et abornements, contrôles de stabilité d'ouvrages, relevés altimétriques, détermination de volumes, etc.

Pour l'année 2021, on peut signaler à titre d'exemples quelques opérations particulières:

- reprise du chantier de la STEP de Vidy (phase 3: contrôle de stabilité continu par géomonitoring, implantations d'ouvrages, contrôles d'exécution);
- suivi photogrammétrique par drone du chantier des Plaines-du-Loup;
- fin du chantier du stade de la Tuilière début 2021: divers contrôles de qualité d'exécution et mise à jour cadastrale de l'ouvrage;
- mesures de déformation de la conduite de dérivation des eaux de la Louve dans le tunnel Tridel et extension réalisée en 2020 jusqu'à l'usine pour d'autres conduites du Service de l'eau dans ce même tunnel;
- suivis de chantiers des différents collèges (Belvédère, Plaines-du-Loup, Saint Roch, etc.) ainsi que du théâtre de Vidy;
- démarrage des chantiers pour la SILL S.A. aux Plaines-du-Loup;
- poursuite des travaux de relevé 3D du voûtage du Flon;
- gestion du réseau de points fixes (PFP3) du territoire communal;
- différents contrôles de stabilité (chantiers communaux, ouvrages d'art et bâtiments communaux notamment).

En 2021, l'unité a fait l'acquisition d'un nouveau scanner laser permettant de modéliser des objets en 3D. Cette technologie est utilisée afin de contrôler la stabilité de certains ouvrages ou pour les modéliser à des fins de documentation (plan d'ouvrage, contrôle d'exécution). Il a permis cette année de:

- déterminer des volumes de sédiments dans le lit de certaines rivières;
- modéliser en 3D le dessableur du Capelard (en appui au Service de l'eau);
- contrôler différents murs et ouvrages (en appui au Service des routes et de la mobilité);
- acquérir le nuage de points 3D du Grand-Pont en vue des travaux de rénovation qui débutent en janvier 2022 (en appui au Service des routes et de la mobilité).

Enfin, l'unité a également fait l'acquisition d'un nouveau drone photogrammétrique de type quadricoptère qui vient compléter l'équipement (aile photogrammétrique professionnelle) permettant de réaliser des orthophotos ainsi que des modèles numériques de terrain sur de grandes étendues. Ces drones ont permis le suivi de l'évolution de certains chantiers comme par exemple l'écoquartier des Plaines-du-Loup, le stade de la Tuilière inauguré ou la construction de la nouvelle STEP à Vidy.

Unité cadastre souterrain

Mise à jour des réseaux et diffusion

L'Unité cadastre souterrain relève en fouille ouverte toutes les conduites (nouvelles et en service) situées sur le domaine public communal ou sur les propriétés communales, ainsi que les conduites appartenant aux services gestionnaires de la Ville, sur le domaine public et privé:

- périmètre d'intervention: communes de Lausanne, Epalinges, Renens, Prilly, Jouxten-Mézery, Romanel-sur-Lausanne et Le Mont-sur-Lausanne;
- 3'300 interventions des équipes de terrain (comme en 2020), 31'400 points déterminés en planimétrie et en altimétrie (27'200 en 2020);
- mise à jour des bases de données dans un délai inférieur à une semaine;
- 1'200 commandes de géodonnées délivrées généralement dans un délai d'un demi-jour (940 en 2020).

Dématérialisation des plans graphiques

- 1'130 plans du réseau de gaz ont été numérisés en 2021, portant à 2'068 le nombre de plans numérisés, soit le 63% des 3'290 plans qui seront numérisés au total d'ici fin 2023;
- amélioration continue des bases de données (réseaux de distribution et d'évacuation des eaux, gaz).

Décommissionnement de SISOL

L'année a été marquée par de nombreux problèmes techniques liés à l'application SISOL (outil d'information géographique. Des solutions alternatives ont dû être mises en production de manière anticipée et plusieurs chaînes de traitement des données adaptées afin d'assurer la continuité de service. Les données restantes dans SISOL à fin 2021 sont les données du fluide électricité/multimédia, dont la migration par les SIL est prévue courant 2022. D'ici là, une solution de secours sera mise en place afin de pallier d'éventuels nouveaux problèmes techniques qui pourraient survenir.

Unité Goéland, guichets cartographiques

Goéland est une solution web largement utilisée au sein de l'administration communale, qui peut être employée par le personnel de la Ville sans coût de licence. Elle est intégralement développée au sein du service, qui s'occupe aussi de la maintenance de l'application et des serveurs des guichets cartographiques externe et interne. L'interaction entre ces derniers et Goéland assure une disponibilité et une mise à jour continue de l'information administrative et géographique acquise au sein de l'administration.

Goéland fonctionne grâce à une infrastructure d'une dizaine de serveurs physiques sur une plateforme libre de virtualisation. Tous les composants serveurs s'appuient sur des briques logicielles standards éprouvées sous licence libre telles que Linux, Apache, PHP et PostgreSQL/PostGIS.

Durant l'année, plus de 2'200 employées et employés de l'administration communale ont utilisé cette application. A fin 2021, 357'138 affaires (329'481 en 2020) sont traitées par plus de 30 services, qui ont collaboré pour plus de 1'687'130 prises de positions documentées (1'554'732 en 2020). Fin 2021, 1'755'788 documents électroniques sont indexés dans Goéland (1'613'347 en 2020). Ces documents ont été consultés plus de 12 millions de fois en interne.

L'atelier de numérisation a digitalisé et indexé 8'832 courriers en 2021 contenant 22'776 documents. De plus, 5'300 nouvelles et nouveaux acteurs ont été créés en base de données.

Les réalisations marquantes de cette unité pour 2021 sont les suivantes:

En lien avec les systèmes d'information géographiques (SIG):

- mise en production de QCAD.V1: pour la gestion des données géographiques de chauffage à distance, migrées depuis SISOL synthèse;
- mise en production de QRESEAU: pour la gestion des données géographiques des réseaux restants de SISOL synthèse (signalisation, multi-service, électricité des transports publics lausannois, télécommunication, compléments du cadastre souterrain);

- migration sur QGIS3 des outils QGAZ, QCAD et QSOUT. Formation et accompagnement des entités impactées, notamment aux SIL;
- migration du cadastre souterrain dans le cadre de référence MN95 (scripts FME, projets QGIS et autres outils);
- mise en production d'un système d'information sur le territoire (SIT) pour le Service des parcs et domaines pour qu'il puisse saisir et gérer des éléments liés à la nature.

En lien avec le guichet cartographique de la Commune de Lausanne (map.lausanne.ch):

- changement de cadre de référence MN03-MN95 de toutes les géodonnées du guichet cartographique (interne/externe);
- mise en production de la nouvelle version interne et externe du guichet cartographique (GeoMapFish 2.5);
- migration et mise en production sur un nouveau serveur de tous les fonds de plan WMTS en MN95.

En lien avec le développement de l'outil Goéland:

- développement d'un objet Groupement d'arbres pour le Service des parcs et domaines pour gérer les demandes d'abattages en relations;
- développement de 12 nouveaux types d'affaires Goéland, dont six complexes;
- développement et adaptations nécessaire pour supporter les QR-factures dans le traitement des coupons PostFinance/Recette en suspens;
- malgré le contexte sanitaire, l'unité a organisé et tenu 75 sessions de formation Goéland de différents niveaux, pour plus de 90 participantes et participants.

Autres projets:

- réalisation et mise en production d'un SIT NORMAT2 pour gérer et saisir les données relatives aux plans d'affectation basées sur les modèles de géodonnées fédéraux Interlis pour les besoins du Service de l'urbanisme;
- proposition d'une méthodologie et réalisation d'un prototype d'outil permettant de monitorer et diagnostiquer des indicateurs liés au territoire.

Service du logement et des gérances (SLG)

Principales missions du service

Administration et gouvernance

- conduite et coordination des différents domaines du service;
- consolidation de la gouvernance du service et rationalisation de l'organisation;
- suivi des recommandations du Contrôle des finances de la Ville de Lausanne;
- suivi du développement du système de contrôle interne couvrant l'ensemble des processus métiers et optimisation des procédures et indicateurs;
- nombreuses représentations de la Ville dans des conseils de fondation ou d'administration de sociétés immobilières.

Ressources humaines

- assurer les prestations liées à la gestion du personnel administratif et d'exploitation.

Logements d'utilité publique et établissements publics

- promouvoir, planifier, assurer le suivi et contrôler les logements d'utilité publique (LUP);
- initier et mettre en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie;
- administrer et réindexer les droits de superficie distincts et permanents (DDP), ainsi que suivre l'évolution des contrats;
- gérer et administrer les aides à la pierre;
- représenter la Commune dans différentes sociétés immobilières;
- participer à l'élaboration de certains plans de quartier afin d'implémenter un quota de LUP;
- assumer la gestion et l'entretien des édicules ayant fait l'objet de conventions (nouvelle politique des édicules);

- promouvoir et valoriser les établissements publics appartenant à la Ville et gérés par le SLG (nouvelle politique des établissements publics);
- élaborer les statistiques nécessaires au suivi régulier de l'évolution du marché du logement;
- assurer la mise à jour du Registre cantonal des bâtiments (RCB) et l'application de la loi sur l'harmonisation des registres (LHR);
- répondre aux obligations fédérales et cantonales en matière de statistiques de la construction;
- collaborer avec la Commission immobilière (CI) pour les objets achetés grâce au droit de préemption de la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL);
- assurer et suivre les demandes particulières des locataires pour un relogement.

Office communal du logement

- gérer l'inscription aux logements subventionnés et contrôlés conformément à la législation en vigueur;
- réviser les conditions d'occupation des locataires des logements subventionnés ou contrôlés conformément à la législation en vigueur;
- préserver le parc de logements locatifs existants par le biais de la LPPPL.

Patrimoine immobiliers

- gérer le parc immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL), comprenant des immeubles du marché libre et des immeubles subventionnés, y compris les immeubles ex-COLOSA, et en assurer la comptabilité;
- gérer les immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL S.A.);
- gérer les immeubles du patrimoine financier de la Ville;
- gérer les immeubles du Fonds Edouard et Hortense Pache;
- gérer les places de parc du domaine privé communal et appliquer le plan de mobilité de l'administration communale lausannoise (PML);
- gérer les immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville;
- assurer l'exploitation technique et le nettoyage des locaux de l'administration communale;
- assister les services dans la recherche de solutions de location.

Finances et informatique

- assurer un support technique et logistique des applications informatiques métiers, mais aussi superviser l'informatique du service dans sa globalité;
- assurer le suivi et la maintenance du logiciel de gestion immobilière et son remplacement;
- enregistrer toutes les écritures comptables du service ainsi que celles liées aux activités de gérance immobilière dans le cadre de la gestion de ses bâtiments et de ceux de services tiers;
- enregistrer toutes les écritures liées aux activités de gérance immobilière ainsi que gérer la trésorerie des parcs immobiliers de la CPCL, de la SILL S.A. et du Fonds Edouard et Hortense Pache dans le cadre de ses mandats de gestion immobilière;
- établir les budgets et réaliser le bouclage annuel des comptes de fonctionnement;
- contrôler les incidences financières des notes à la Municipalité, des préavis et des rapports-préavis.

Valorisation des patrimoines

- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction pour le compte de la CPCL;
- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction du patrimoine financier de la Ville;
- réaliser les études de faisabilité des projets de la CPCL et du patrimoine financier de la Ville;
- contrôler la compatibilité des projets sur les terrains de la Ville avec le préavis N° 2013/20 «Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale».

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction SLG	5.70	5.70	4.80	5.80
Fin. informat. achats, logist.	10.30	9.10	10.10	9.10
Gestion immob. des Patrimoines	31.68	28.75	-	-
inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	7.80	6.80	-	-
Logement	-	-	16.50	16.50
Log. unit. Pb & établ. publics	9.70	8.70	-	-
Nettoyage et Exploitation	29.41	26.90	29.20	29.20
Syst. organ. et évol. SLG	0.90	-	-	-
Pat admin & rel. interservices	-	-	1.00	-
Patrimoines immobiliers	-	-	34.54	30.30
Valorisation patrimoines SLG	6.70	6.70	6.70	6.70
Total service	102.19	92.65	102.84	97.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.65

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Direction SLG	6	5.70	6	5.80
Fin. informat. achats, logist.	11	9.10	11	9.10
Gestion immob. des Patrimoines	50	28.75	-	-
inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	9	7.60	1	0.80
Logement	1	1.00	-	-
Log. unit. Pb & établ. publics	-	-	17	14.70
Nettoyage et Exploitation	8	6.90	-	-
Syst. organ. et évol. SLG	67	26.90	66	29.20
Pat admin & rel. interservices	-	-	54	30.30
Patrimoines immobiliers	7	6.70	7	6.70
Valorisation patrimoines SLG	6.70	6.70	6.70	6.70
Total service	159	92.65	162	96.60

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Direction SLG	4	4
Nettoyage et Exploitation	3	2
Total service	7	6

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	8	12
Total service	8	12

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	27	1.63
Auxiliaires mensualisé·e·s	32	14.78
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*
Total service	63	16.41

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2021 aura été marquée par le Covid-19, qui a eu des conséquences importantes sur le fonctionnement de chacun des domaines du service au quotidien:

- gestion des nombreux appels des locataires inquiètes et inquiets en raison de la situation, tant au niveau sanitaire que financier;
- gestion des renoncations de loyer et redevances sur les droits distincts et permanents de superficie (DDP) en fonction des critères spécifiques des différentes vagues (éligibilité selon l'ordonnance II du Conseil fédéral et l'arrêté du Conseil d'Etat notamment) et accompagnement des entreprises pour les démarches administratives;
- fluctuation des effectifs et gestion du personnel tant au niveau sanitaire (organisation des bureaux, communication et plateformes d'échanges repensées, télétravail, etc.) qu'organisationnel (le service se doit de fonctionner malgré les absences).

Le deuxième semestre a été consacré à la réorganisation du service, suite à la décision du transfert de l'Unité logement et de l'Unité assainissement au Service d'architecture et à la création du Service des gérances.

Principales activités en 2021

Administration et gouvernance

Plusieurs faits marquants sont à relever:

- engagements de plusieurs collaboratrices et collaborateurs à des postes clés;
- grande fluctuation des effectifs due au Covid-19 et difficultés organisationnelles durant toute l'année mais missions essentielles remplies;
- réorganisation du Service des gérances en collaboration avec le Service d'architecture et du logement.

Ressources humaines

En 2021, les éléments suivants sont à signaler:

- gestion de nombreuses absences et démarches administratives consécutives aux mises en quarantaine et malades du Covid-19;
- arrivée du nouveau responsable RH;
- engagement du chef de service jusqu'ici ad interim;
- accompagnement dans la réorganisation du service.

Logements d'utilité publique et établissements publics

Promouvoir, planifier, accompagner et contrôler les logements d'utilité publique

Action éco-logements

Préparation, planification et collaboration avec les SIL pour la mise en œuvre de l'action éco-logement de juin 2021. Les visites des logements se sont déroulées du 7 juin au 14 juin 2021 dans 3 bâtiments. Le bilan de l'opération se présente comme suit: électricité économisée 2 MWh, chaleur économisée 17 MWh, eau économisée 520 m³.

Développement du projet «Vieillir chez soi» faisant partie du Programme fédéral «Projets-modèles pour un développement territorial durable 2020-2024»

En 2021, un diagnostic «Vieillir chez soi» a été réalisé grâce aux données recueillies par le biais d'un sondage fait en 2020. Des entretiens individuels auprès des seniors du quartier ont été effectués. Quelques adaptations de logements ont déjà eu lieu en 2021.

Organisation de la journée d'échange d'expériences en lien avec le projet «Vieillir chez soi» faisant partie du Programme fédéral «Projets-modèles pour un développement territorial durable 2020-2024».

Projet «L'accès au logement: en chemin vers le rétablissement»

Trois appartements ont été attribués au Rôtillon à La Fondation de l'Orme dans le cadre du projet qui vise à loger des personnes en situation de handicap psychique.

Elaboration de la Stratégie de la politique du logement et de l'habitat

Le domaine a entrepris une démarche visant à élaborer une nouvelle feuille de route pour la mise en œuvre d'une politique de l'habitat et du logement 2030. La stratégie de la politique du logement et de l'habitat a été finalisée et sera présentée et communiquée au public en 2022.

Le domaine a également participé à des conférences, forums et rencontres dédiés spécifiquement à la thématique du logement (Rencontre du Réseau du logement Suisse Romande, journée d'échange d'expériences en lien avec le projet «Vieillir chez soi», Journées du Logement de Granges 2021, Forum vaudois du logement 2021, etc.).

Promouvoir et mettre en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie

La 17^e édition de la Fête des voisins, initialement prévue en mai, a été impactée par la pandémie et a dû être reportée au vendredi 24 septembre. Un concours photo a été mis en place, 137 inscriptions ont été enregistrées cette année.

L'accompagnement des associations des habitantes et habitants des Fiches Nord et des Falaises s'est poursuivi. Le domaine a également accompagné l'association la Valencienne pour assurer une bonne gestion des lieux.

Parcelles en DDP

La gestion administrative de 256 parcelles en droit distinct et permanent de superficie (DDP) a été poursuivie.

Statistiques

Logements vacants

L'enquête annuelle, effectuée par le SLG directement auprès des gérances, a recensé, au 1^{er} juin 2021, 572 logements vacants (mis en location et/ou en vente), ce qui correspond à un taux de vacance de 0.7%, soit en augmentation de près de 0.3% par rapport au taux consolidé de 0.46% publié en octobre 2020.

Au niveau cantonal, pour 2021, le taux de pénurie publié en juin est de 1.35%, ce qui représente une très légère baisse par rapport au taux définitif de 1.37% de l'année précédente. Le Canton de Vaud est donc

toujours dans une situation de pénurie, le seuil de 1.5% correspondant à une situation équilibrée, n'ayant pas été atteint.

Registre cantonal des bâtiments (RCB) et statistique de la construction (BauStat)

Le parc de logements lausannois compte, en décembre 2021, 80'109 logements compris dans 8'621 bâtiments. Ce résultat représente une augmentation du parc de 408 logements par rapport à 2020.

Le parc de logements subventionnés à Lausanne s'élève, à la fin de l'année, à 7'724 logements, soit 9.6% du parc lausannois. En comparaison avec 2020, le parc s'est ainsi doté de 33 nouveaux logements réalisés par la Fondation Pro Habitat Lausanne à la rue du Pavement 43-47.

Etablissements publics et édicules

Etablissements publics

Comme l'année précédente, l'année 2021 a été marquée par le Covid-19. Pour les établissements publics en mains communales, cela s'est traduit par des fermetures reconduites à trois reprises, qui, au final, ont couvert les mois de mars, avril et mai 2021 pour les établissements de jour (bars, cafés, restaurants et édicules) et juin pour les établissements de nuit (discothèque). Durant cette période, les contraintes de fermeture édictées par le Conseil fédéral ont été suivies par des décisions municipales, qui, comme en 2020, ont accordé aux établissements la gratuité des loyers des baux et des conventions.

La politique de soutien et de valorisation des établissements publics a conduit, en 2021, aux actions et réflexions suivantes:

- Le Barbare, après 13 mois de travaux de rénovation approuvés par le Conseil communal en janvier 2020, a rouvert ses portes le 25 novembre 2021 avec un café-restaurant lumineux et respectueux des exigences patrimoniales;
- pour l'Auberge de Sauvabelin, afin de répondre aux enjeux décrits dans le rapport-préavis N° 2020/32 (Pétition du Mouvement pour la défense de Lausanne «Sauvons l'Auberge du Lac de Sauvabelin»), un premier avant-projet a été élaboré en 2021. Les nombreuses contraintes du site et la viabilité d'une future exploitation ont conduit finalement à développer et à retenir un autre avant-projet, présenté au public début décembre;
- pour l'immeuble Riponne 10, dans les locaux de l'ancien Mövenpick, le choix de l'exploitant validé par la Municipalité en décembre 2021 devrait permettre d'envisager les travaux et les autorisations nécessaires à la réouverture d'un nouvel établissement public, en principe à partir de 2025. Dans l'intervalle, le bar-terrasse «La Grenette» poursuivra son activité;
- pour l'Hostellerie des Chevreuils, occupés provisoirement par de la parahôtellerie sociale, le site fait l'objet de différentes études pour vérifier si les postulats d'affectation et d'investissement posés permettent d'envisager une viabilité suffisante pour qu'un hôtel-restaurant puisse faire revivre les lieux.

Édicules

En 2021, aucun édicule n'a fait l'objet d'un appel d'offres ni de travaux importants. En revanche, cette année a été marquée par la fermeture, en décembre, du bar-terrasse des Arches (Arches 17-18) en raison des travaux de rénovation du Grand-Pont, puis ceux liés aux Axes forts qui perturberont pour plusieurs années tout le périmètre.

Office communal du logement

Unité logements à loyers modérés (LLM)

En 2021, l'organisation de l'Unité logements à loyers modérés a été revue et une réorganisation a eu lieu. Il y a eu l'arrivée d'une nouvelle responsable de l'unité et il n'y a plus de distinction entre location et révision. Actuellement, l'équipe est composée de 5 ept (4 gestionnaires, 1 responsable). Les collaboratrices et collaborateurs traitent donc toutes les demandes (location et révision).

Inscriptions aux logements subventionnés

Durant l'année, 2'853 dossiers ont été réceptionnés (état au 30 novembre 2021), dont 63% de nouvelles inscriptions, soit un chiffre supérieur par rapport à l'année 2020 (2'536 dossiers) ce qui peut s'expliquer par la situation actuelle des ménages liée au Covid-19, la mise en location des nouveaux logements subventionnés à la rue du Pavement 43-47 ainsi que les contrôles effectués par le service et qui incite les locataires ne

remplissant plus les conditions dans leur logement actuel à s'inscrire à nouveau. Dans les 2'853 dossiers, 1'730 attestations ont été envoyées, 808 cartes vertes et 181 refus d'inscription.

Malgré la situation sanitaire en 2021, une fréquentation importante de l'accueil a été observée; une moyenne de 800 passages par mois, soit environ 40 par jour.

Le nombre de baux signés est de 476, soit une diminution par rapport au nombre de baux signés en 2020 (693) ce qui montre qu'il y a eu moins de rotation et par conséquent moins de logements mis en location en 2021.

Révision des conditions d'occupation

En raison d'un manque d'effectif en début d'année et suite à la réorganisation de l'unité, les contrôles n'ont pu être repris de manière suivie qu'à partir de mai 2021. Au total, 741 logements ont été contrôlés, soit une diminution de plus de la moitié par rapport à l'année précédente, qui s'explique essentiellement par la réorganisation et l'absence de gestionnaires en début d'année. Dans la grande majorité, les conditions d'occupation étaient encore respectées malgré l'annonce du changement de situation. Dans les cas où les conditions n'étaient plus remplies, 138 baux ont été résiliés; 85 résiliations pour revenus trop élevés, 48 résiliations pour sous-occupation notoire et cinq pour devoir d'information et de révision non respectés.

Unité communale de préservation du parc locatif

Rattachée à l'OCL depuis 2019, l'Unité communale de préservation du parc locatif assure le suivi des dossiers et le respect des procédures en matière de préservation du parc locatif selon la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL).

En 2021, près de 880 dossiers (englobant la partie travaux et aliénation) ont été soumis et analysés par l'unité. Un chiffre stable par rapport à 2020.

Concernant les demandes de travaux, au total 523 dossiers ont déjà été traités. Après analyse, 115 de ces dossiers ont fait l'objet d'un préavis communal. Le prix de location moyen (m²/an) des objets soumis à la LPPPL avant travaux se situait à CHF 214.-/m²/an et à CHF 250.-/m²/an après travaux. Chacun des préavis communaux a fait l'objet d'une demande de conditions pour la remise en location.

S'agissant des demandes d'aliénations, au total 71 dossiers ont déjà été traités. Après analyse, 65 de ces dossiers ont fait l'objet d'un préavis communal. Chacun des préavis communaux a fait l'objet d'une demande de conditions pour la remise en location.

Assistance et coordination aux locataires

Le nombre de sollicitations a été stable avec 67 nouvelles demandes de soutien enregistrées. Les problèmes auxquels sont confrontés de nombreuses et nombreux usagers concernent toujours des difficultés à effectuer les démarches de manière efficace; la méconnaissance des procédures a nécessité des conseils personnalisés et des réorientations. Près de 22 ménages ont bénéficié d'un relogement prioritaire, essentiellement dans le parc de logements subventionnés et 34 ménages sont au bénéfice d'un suivi actif.

Patrimoines immobiliers

Ci-après, les éléments importants des cinq secteurs du domaine.

Patrimoines immobiliers de tiers (PIT)

CPCL historique/CPCL – ex-COLOSA/SILL S.A./Fonds Edouard et Hortense Pache (FDPA)

L'Unité PIT est en charge de la gestion complète des mandats de tiers, qu'il s'agisse de location et de technique, y compris de l'établissement et du suivi des budgets annuels.

Le patrimoine de la CPCL, qui totalise 3'664 logements, a enregistré 304 mutations de locataires au 10 décembre 2021, celui de la SILL S.A., qui compte 533 logements, a enregistré 47 mutations tandis que pour le FDPA, il n'y a pas eu de mutation sur les 13 logements qui le composent. L'unité a accompagné 351 mutations de locataires durant l'exercice.

A noter que, sur le plan des surfaces commerciales, les mandats tiers totalisent 283 surfaces dont une vingtaine de mutations intervenues en 2021. Les nouveaux baux établis permettent ainsi de conserver un excellent taux de relocation malgré une conjoncture particulière en cette période de pandémie mondiale.

La réorganisation opérationnelle de l'unité initiée en 2020 est désormais en place, ce qui permet un meilleur suivi des dossiers, une solidarité et une suppléance améliorées entre les différentes interlocutrices et interlocuteurs et des échanges transversaux davantage pertinents. Un prochain réaménagement des espaces de travail finalisera cette réorganisation et permettra de résoudre la problématique de la distanciation rendue nécessaire suite au Covid-19.

Les mandats de gérance, tant avec la CPCL qu'avec la SILL S.A., ont été réactualisés. Certaines précisions ont été apportées afin de tenir compte de la situation actuelle et préparer les prochaines années avec

sérénité. La CPCL, notamment, envisage d'investir des montants importants afin de rénover son parc immobilier, et le domaine valorisation des patrimoines (VALO), dans la continuité de la collaboration de ces dernières années, sera également sollicité. Le défi n'est pas des moindres et permettra de préserver et pérenniser le patrimoine foncier en tenant compte des nouvelles normes, du niveau de confort actuel et de l'évolution du développement durable.

Pour l'exercice écoulé, s'agissant des rénovations conséquentes, trois immeubles ont été concernés:

- place Chauderon 9 – rénovation complète du parking (terminée à ce jour);
- rue de Genève 52 – nouveau bail avec Direction EJQ pour l'installation d'un centre de vie infantine (CVE) et d'une unité d'accueil pour écoliers (UAPE) (mise à l'enquête effectuée);
- rue Centrale 30 à Chavannes – début de la rénovation complète du bâtiment (intérieur et extérieur). Des séances avec les locataires sont organisées afin de faciliter les échanges et la compréhension du projet par les occupants (fin des travaux en 2022).

Ces interventions sont suivies conjointement avec l'Unité VALO dans un excellent esprit de collaboration.

Patrimoine immobilier financier Ville (PIF)

Le patrimoine immobilier financier, qui compte 617 logements hormis ceux des immeubles gérés pour d'autres directions, a enregistré malgré la pandémie, qui aurait pu freiner la mobilité des locataires, 55 mutations de locataires. En termes de travaux, six appartements vacants lors de la reprise de l'immeuble Victor-Ruffly 56 acquis dans l'exercice du droit de préemption en 2020 ont fait l'objet de rénovations intérieures importantes afin de les remettre sur le marché de la location.

Le Barbare, immeuble Escaliers-du-Marché 27/rue Pierre-Viret 5 – fin des travaux et mise en valeur.

En fonction des décisions fédérales, cantonales et municipales, à plusieurs reprises des loyers pour des locaux commerciaux ont été offerts: quatre épisodes consécutifs liés à la deuxième vague de Covid-19 ont conduit à la fermeture de certains établissements entre janvier et mai 2021. La gratuité de loyers a ainsi été octroyée aux établissements publics et autres locaux commerciaux impactés directement par la pandémie, tels que les associations et clubs sportifs, les artistes et milieux de la culture, les édicules, les commerces et arcades, discothèques et établissements de formation.

Plan de mobilité (PML) – le SLG gère 1'132 places de parc pour le compte du PML, lui-même rattaché au SALV. 149 mutations ont été enregistrées, et parmi les événements marquants, le chantier du tramway à la rue de Genève, ainsi que la création du pool de véhicules du SALV ont eu un impact direct sur une redistribution des places et les mutations à traiter.

Technique des patrimoines administratif et financier (TPAF)

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis, tout en absorbant les divers et imprévus.

Plusieurs faits marquants sont toutefois à relever:

- avenue Sévelin 36 – Halle du Skate-Park et Ateliers 36 – fin des travaux d'assainissement de l'enveloppe du bâtiment, remplacement des plaques amiantées par des plaques fibrociment de nouvelle génération, façades et toiture;
- chemin de la Prairie 40 – travaux de reconstruction du bâtiment du Terrain d'Aventure de Malley à la suite de l'incendie du 21 juillet 2020, sont en cours;
- Vallée de la Jeunesse 1 – études d'assainissement des structures en béton, réfection du complexe étanchéité-isolation sur la toiture de la Rotonde et assainissement de la production de chaleur;
- Villa Mon-Repos 1 – études pour le renforcement des planchers et travaux de rénovation intérieure: phase de rapports et analyses des coûts, mise à l'enquête et présentation des cahiers des charges;
- rue de la Louve 1 – études pour un concept de ventilation naturelle: phase de rapports et analyses des coûts, mise à l'enquête et présentation des cahiers des charges;
- place de la Palud 2-Hôtel de Ville – contrôle OIBT, remise en état des installations électriques;
- déménagements au sein de la Direction EJQ – conséquences et besoins d'autres services: planification avec l'ensemble des services, logistique des déménagements et emménagements, ainsi que coordination en fonction des travaux;
- la Barbolease – remplacement et extension de la production photovoltaïque en toiture est et ouest;
- Théâtre de Vidy – travaux de rénovation, mise en conformité et extension du bâtiment: participation aux travaux de l'aile sud, hors projet, en collaboration avec le Théâtre de Vidy;
- centre de vie infantine de Valency – suivi de l'avant-projet et du projet de la rénovation complète de l'enveloppe et étanchéité des soubassements;

- le Planemard et Maison de quartier de Chailly – travaux de mises aux normes et extension du système de détection incendie;
- Centre pour adolescentes et adolescents de Valmont – travaux de mises aux normes complètes et améliorations de l'installation électrique, élaboration du concept de détection incendie du bâtiment, vente de l'immeuble au Canton en octobre 2021;
- centre de vie enfantine des Bergières – réfection complète de l'étanchéité, isolation et revêtement de la terrasse intérieure;
- allée Ernest-Ansermet 3 – Casino de Montbenon – rénovation de la terrasse est et nord, mise à niveau de la ventilation de la régie salle Paderewski;
- rue du Port-Franc 18 – étude sur l'aménagement des réceptions: divers réaménagements intérieurs suite au changement d'organisation internes (services ECO, RM, SGLEA, ARCH), remplacement des sources lumineuses par des LED (projet Equiwatt);
- avenue d'Ouchy 45 – création d'une infirmerie et d'un cabinet dentaire scolaire pour le Service de la santé et prévention (SSPR);
- rue de Genève 52 – dossier d'enquête publique pour transformations intérieures pour la création d'une unité d'accueil de la petite enfance au rez-de-chaussée inférieur et d'un centre de vie enfantine au 2^e étage;
- chemin du Boisy 41 – assainissement des locaux (présence d'amiante) avant travaux d'amélioration des conditions d'accueil et d'hygiène, augmentation de la capacité d'accueil par la création de WC et lavabos supplémentaires ainsi que mises aux normes en matière de protection incendie des locaux dévolus à l'accueil pour enfants en milieu scolaire;
- route Aloys-Fauquez 59 – remplacement du système de couverture de la terrasse de la nurserie du centre de vie enfantine de Bellevaux et 4^e étape des travaux de rénovation intérieur;
- route de Chavannes 101 – amélioration du bilan thermique par le remplacement des fenêtres et portes-fenêtres de la façade sud (nursérie et groupe des trotteurs) du centre de vie enfantine de la Bourdonnette.

Secteur intendance

L'année a été marquée par:

- de nombreuses interventions sur divers sites pour effectuer des grands travaux de nettoyages et de fin de chantier;
- plusieurs interventions sur les sites de Chauderon 4-7-9-11 et dans le parking de Chauderon en soutien et collaboration avec les entreprises mandatées pour divers travaux d'entretien, de maintenance et de réparation des installations techniques;
- divers travaux de déménagements dans plusieurs services en fonction de leurs réorganisations internes;
- collaboration aux réaménagements des services selon les besoins;
- désinfection quotidienne des espaces communs en lien avec la pandémie Covid-19;
- organisation spécifique mise en place pour effectuer des nettoyages désinfection Covid-19 des bureaux et places de travail, lors de cas d'employées et d'employés positifs;
- gestion des accès aux bâtiments de l'administration publique sur le logiciel EXOS; sollicitations accrues des services quant à la gestion des portes dues au Covid-19;
- cantine de Sauvabelin – 10 locations effectives, 13 locations annulées suite aux restrictions dues au Covid-19.

Administration et secrétariat DPI

Outre les prestations courantes, le secrétariat a mené à terme les actions suivantes:

- gestion immobilière – analyse de baux, conventions pour plusieurs services, recherches de locaux pour les services, analyse et conclusion de baux pour les services ou reconduction de baux, examen des notifications de hausse de loyer, soutien des services dans les démarches administratives avec les régies, participation à la rédaction de contrat de prêt à usage et convention;
- soutien au secrétariat de direction du service;
- participation aux formations sur le logiciel «AGIR»;
- participation aux ateliers et séances de formation Abalmmo.

Secteur Accueil et information

En 2021, l'accueil a reçu environ 16'000 personnes à la réception, répondu à 32'000 appels et réceptionné 4'500 courriels.

Une responsable a été engagée pour ce nouveau secteur.

Valorisation des patrimoines

Patrimoine de la Ville de Lausanne

Le Domaine valorisation a poursuivi, grâce au crédit-cadre 4^e étape et au budget d'entretien du patrimoine financier, les études en vue de travaux de rénovation des bâtiments suivants:

- avenue de Mon-Repos 3 – poursuite des études pour le remplacement de la ventilation et la production de froid de la cave à jazz;
- rue Jean-Jacques Mercier 3 – études complémentaires en vue de la mise aux normes AEAI et SIA 358 du bâtiment incluant les adaptations pour les personnes à mobilité réduite.

Grands projets

Le domaine a suivi le projet VINO (Village de l'innovation) avec les mandataires de l'EHL à la route de Berne 300 au Chalet-à-Gobet durant la phase d'enquête.

Projets de rénovation du patrimoine financier

Dans le cadre de l'assainissement du patrimoine financier de la Ville et du rapport-préavis N° 2015/50 «Vente à l'Etat de Vaud du Palais de Justice de Montbenon – avenue Ernest-Ansermet 2, d'une partie du bâtiment administratif et commercial place de la Riponne 10, et promesse de vente à l'Etat de Vaud de la parcelle agricole N° 222 à Romanel-sur-Lausanne», le Domaine valorisation est en charge de la planification, du suivi financier et de la réalisation des projets, pour un montant de CHF 40'000'000.-, et qui sont les suivants:

- rue Dr-César-Roux 16 – suite à l'entrée des locataires en mars 2020, enquêtes complémentaires pour l'entrée, le couvert à vélos, et la réaffectation du parking, réalisation des travaux de l'entrée secondaire et du compartimentage du parking;
- route de Praz-Gilliard 7 – fin des travaux d'aménagements extérieurs après la rénovation de l'immeuble et la création de deux nouveaux logements;
- chemin de la Vuachère 6-6a – transformations intérieures avec création de cinq appartements: le chantier a débuté le 30 juin 2020 et s'achèvera début 2022 après la mise à l'enquête complémentaire en cours;
- rue de l'Industrie 13 – chantier et solde des appels d'offres en cours après adaptation du projet aux exigences de l'Office des permis de construire;
- rue Dr-César-Roux 5 – avec le Service d'architecture – la mise à l'enquête pour la rénovation de l'immeuble a occasionné des oppositions dont le traitement est en cours; le projet prévoit la création d'un ascenseur après consultation de l'Association vaudoise pour la construction adaptée aux personnes handicapées (AVACAH);
- place de la Palud 10-11/rue de la Louve 3 – lancement d'une étude pour la création d'un théâtre et l'assainissement du bâtiment, accompagnement des sondages en vue des études historiques et étude de faisabilité des accès aux bâtiments voisins;
- Le Barbare, immeuble Escaliers-du-Marché 27/rue Pierre-Viret 5 – fin des travaux de rénovation complète de l'immeuble et mise en valeur.

Etude de faisabilité technique et économique

Le Domaine valorisation a été sollicité par les autres domaines du service pour effectuer l'analyse technique et économique des projets suivants: le Chalet des enfants, le Jeunotel (chemin du Bois-de-Vaux 36), l'immeuble sis chemin de Bellerive 19.

Patrimoine de la CPCL

Le domaine a fait valider par la CPCL, après négociation, la liste de ses prestations de Délégué à la maîtrise d'ouvrage et ses honoraires.

Le domaine a également établi le plan des investissements 2022-2033 de la CPCL avec priorisation des futurs projets.

Plusieurs chantiers de rénovations lourdes ont été menés ou sont en cours:

- place Chauderon 7-9-11 (5^e étape phase D) – réfection terminée des sols et des joints, remplacement des écoulements en Eternit et peinture du parking public;
- place Chauderon 9 (8^e étape) – remplacement de la génératrice de secours par le nouvel éclairage de secours terminé selon la réglementation AEAI;
- Fiches Nord (lot 7) – suivi des problématiques survenues en 2021 pendant la durée des garanties, soit investigations pour des infiltrations d'eau au rez-de-chaussée et dans l'attique du bâtiment 20B ainsi qu'une analyse des canalisations eaux claires.

Plusieurs projets de rénovation lourde ont été initiés en 2021 après une analyse du bâtiment et l'établissement des appels d'offres des futurs mandataires:

- place Chauderon 7-9 (7e étape) – étude phase 2 pour la réfection des installations sanitaires, mise à jour des appels d'offres d'entreprises suite à la fin de suspension du projet;
- rue Centrale 30 – à l'issue de la 3e phase d'étude et de l'obtention du permis de construire le 19 mai 2020, la demande de crédit d'ouvrage a été validée, les travaux en vue d'une rénovation complète de l'immeuble sont en cours depuis l'été 2021, la première des trois étapes s'est terminée fin décembre;
- rue St-Martin 33 – fin des études pour le remplacement de la ventilation et des tableaux électriques et demande de crédit d'ouvrage, mise à jour des appels d'offres d'entreprises suite à la fin de suspension du projet;
- rue St-Martin 29 – fin des études pour le remplacement de la ventilation de l'Office du stationnement et préparation de la demande de crédit d'ouvrage mise à jour des appels d'offres d'entreprises suite à la fin de suspension du projet;
- rue Dr-César-Roux 8 – fin de la 1^{re} phase d'étude pour la mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des techniques; l'étude de faisabilité d'un étage supplémentaire a fait l'objet de variantes soumises au Service de l'urbanisme.

Plusieurs projets sont en pré-études pour analyse en vue des appels d'offres mandataires et de la première demande de crédit d'étude:

- avenue de Morges 33bis – mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des techniques: suite à l'analyse du bâtiment et les appels d'offres aux mandataires, une étude alternative a été demandée à deux bureaux d'architectes qui a permis de valider les travaux prévus; un appel d'offres complémentaire mandataire est en cours.

Patrimoine CPCL – ex-COLOSA

Des dossiers ont été mis en suspens, en attente d'une décision de la part de la CPCL pour le patrimoine ex-COLOSA.

Finances et informatique

L'année 2021 a été caractérisée par l'organisation et la préparation des tâches visant à la restructuration du service en deux entités distinctes dès 2022, ainsi que par le suivi et la mise en œuvre de divers outils informatiques.

Comptabilité

Outre les traitements courants pour le service, l'année 2021 a été marquée par:

- l'impact du Covid-19 sur la comptabilité des patrimoines immobiliers avec la comptabilisation de décisions prises par nos mandants, en particulier sur des gratuités de loyers accordées à des baux commerciaux;
- les formations et tests métier spécifiques à la comptabilité en vue de l'intégration du logiciel de gestion immobilier Abalmmo au 1^{er} janvier 2022;
- la restructuration du budget 2023 afin de prendre en compte la réorganisation du service en deux entités distinctes.

Informatique

Hormis les tâches courantes liées aux applications métiers du service, les activités suivantes ont été développées en 2021:

- en collaboration avec le SOI, mise en place d'un projet informatique spécifique à la réorganisation du service en deux entités distinctes, soit restructuration des applications métiers, gestion des droits d'accès et des dossiers du serveur de la Ville et des applications, réorganisation du matériel informatique, des centraux téléphoniques, etc.;
- en collaboration avec le SOI, poursuite de l'amélioration des outils de communication du service, en particulier ceux liés au télétravail;
- mise en production du logiciel CareOffice pour la gestion du personnel d'entretien et des surfaces nettoyées;
- mise en œuvre d'un outil informatique d'audit et de surveillance énergétique pour les bâtiments;
- dans le cadre du projet GIMMO et en collaboration avec le SOI, poursuite des ateliers de travail et de spécifications avec notre partenaire informatique en vue d'une mise en production de l'application en 2022, ainsi que préparation et transmission des formations aux utilisatrices et utilisateurs métiers du service.

Service d'architecture (ARCH)

Principales missions du service

- direction d'opérations de construction;
- études diverses;
- contrôle de mandats;
- gestion de procédures d'appels d'offres et de concours;
- conseils techniques et juridiques aux services communaux maîtres d'ouvrages;
- inspection des constructions;
- prévention des accidents dus aux chantiers;
- prestations de conseil en matière du droit des marchés publics dans le domaine de la construction.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration architecture	6.60	5.80	6.00	5.90
Architecture & Bâtiments	–	–	15.00	14.40
Pôle Gare	–	–	3.00	2.20
Section analyses et inspection	9.20	7.90	3.00	3.00
Section études et construction	15.00	13.80	–	–
Total service	30.80	27.50	27.00	25.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-3.80

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration architecture	7	5.80	7	5.90
Architecture & Bâtiments	–	–	16	14.40
Logement	–	–	1	1.00
Pôle Gare	–	–	3	2.20
Section analyses et inspection	9	7.90	3	3.00
Section études et construction	15	13.80	–	–
Total service	31	27.50	30	26.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Unité administrative	2	2
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	1
Total service	2	6

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	5	1.62
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	5	1.62

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Suite aux élections communales de mars, et conformément aux conclusions du rapport de la Cour des comptes du Canton de Vaud, le personnel de la Section analyse et inspection des constructions, s'occupant des permis d'habiter et des permis d'utiliser, a rejoint le l'Office des permis de construire du Service de l'urbanisme le 1^{er} juillet.

L'Unité Pôle Gare qui dépendait du Secrétariat général LEA a, quant à elle, été rattachée administrative-ment au Service d'architecture le 1^{er} septembre 2021.

A fin 2021, le Service du logement et des gérances (SLG) est devenu le Service des gérances; la politique du logement, l'Office communal du logement (OCL) et les architectes du SLG ont rejoint le Service d'architecture rebaptisé Service d'architecture et du logement (ARLO).

Formation

En 2021, en raison de la pandémie le service n'a pas pu accueillir de jeunes pour des stages de dessinatrice et dessinateur (habituellement trois jours). Toutefois, en partenariat avec le Service du cadastre, le service a pu recevoir deux stagiaires pour une journée en automne dans le cadre d'un stage découverte. Ces jeunes ont été accompagnés dans la découverte du métier de dessinatrice et dessinateur en bâtiment par un collaborateur dessinateur.

Principales activités 2021**Organisation**

L'organisation générale du service a été complètement revue durant le second semestre de l'année 2021. La réorganisation du nouveau Service d'architecture et du logement va se poursuivre en 2022.

Fin août, le service a passé avec succès l'audit de renouvellement de la certification de ses activités, selon les exigences de la norme ISO 9001. Aucune déviation n'a été identifiée lors de cet audit, qui a confirmé la bonne mise en œuvre du système de gestion et d'amélioration continue du service.

Concours et groupes de travail

La cheffe du service a participé en tant que membre professionnelle du jury au concours d'idées «Une entrée pour Plateforme 10» organisé par le Canton de Vaud, au concours de sélection d'une ou d'un artiste pour la réalisation d'une intervention artistique au collège du Belvédère. Elle a également participé aux groupes de travail suivants: Commission paritaire pour le personnel communal (COPAR) et Cellule de coordination Pôle Gare. Elle est également membre de la Commission consultative d'urbanisme et d'architecture (CCUA).

Amiante

La conduite du groupe amiante continue à être assurée par la cheffe du Service d'architecture, en étroite collaboration avec l'Unité environnement.

Les déléguées et délégués amiante des services maîtres de l'ouvrage n'ont pas signalé de besoins particuliers concernant leurs bâtiments.

Développement durable

Le service est sensible au thème de la construction durable. L'adjoint de la cheffe de service, est membre en tant que représentant d'un service constructeur d'un maître d'ouvrage public du comité de l'association Eco-Bau, du groupe de travail Développement durable (GTDC) de la Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) du Canton de Vaud et du Comité de révision de la norme SIA 430 Gestion des déchets de chantier.

Le Service d'architecture est également le répondant pour la Direction LEA pour l'accessibilité universelle.

Marchés publics

Dans le cadre de ses activités de répondant des marchés publics dans le domaine de la construction, le service renseigne, conseille et accompagne les services maîtres de l'ouvrage pour les questions juridiques et administratives.

Durant l'année 2021, un recours en matière de marchés publics a été enregistré (sur plus d'une centaine d'adjudications) concernant l'adjudication des travaux de menuiserie pour la rénovation du collège de St-Roch. La Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP) a jugé que le cahier des charges avait fait l'objet de modifications importantes, en cours de procédure, sans communication aux soumissionnaires. L'adjudication initiale a donc été annulée et le marché a fait l'objet d'un nouvel appel d'offres.

Le développement du contenu de la page internet du Guide du mandataire a été finalisé en 2021. Ce guide regroupe ainsi toutes les données et la documentation mises à disposition des services maîtres de l'ouvrage, mandataires et prestataires externes dans le cadre de la gestion d'un projet de construction.

Études et constructions

La Section études et constructions met ses compétences de planification et construction à disposition des services communaux maîtres de l'ouvrage (MO). Les prestations fournies comprennent pour l'essentiel:

- le conseil et l'accompagnement stratégique des services communaux maîtres de l'ouvrage;
- les études de faisabilité et de potentiel;
- l'organisation de concours d'architecture, d'œuvres d'art ou d'investisseurs;
- la mise en place d'appels d'offres pour différents marchés (prestations, services);
- la représentation du Maître de l'ouvrage, le suivi de mandats externes, la coordination et la gestion de projets de construction (pilotage);
- la planification, l'étude de projets, la réalisation et la direction de travaux pour les mandats internes;
- des expertises;
- le suivi des travaux de garantie.

Cette section possède une grande expérience dans la gestion de projets et dans la direction de projets de construction. L'ensemble de ses processus et documents de travail sont tenus à jour régulièrement par les collaboratrices et collaborateurs et font partie du système qualité du service, certifié ISO 9001.

Les affaires traitées sont de nature extrêmement variée dans le type de programme et l'échelle des projets. Il peut s'agir de la construction d'un nouveau stade, de la transformation d'un bâtiment à haute valeur patrimoniale ou de la mise en conformité d'une école. Les collaboratrices et collaborateurs sont appelés à déployer toutes leurs compétences pour diriger et accompagner les projets dans le respect des coûts, de la qualité et des délais.

La section est consultée par les maîtres d'ouvrages des services communaux en amont du lancement d'un projet, pour les conseiller dans la détermination de leurs objectifs et étudier la faisabilité de leurs intentions. Ces prestations représentent environ 60% des affaires traitées en interne. Il est clairement démontré que sollicitée à temps, la section peut ainsi apporter une réelle valeur ajoutée aux réflexions autour du projet pour garantir sa réussite.

Participation aux groupes de travail

La section a participé au Groupe bois LEA et groupe bois local.

La section a également un répondant pour le Plan d'affectation communal (PACom).

Pandémie

Plusieurs projets en cours de réalisation sont confrontés à la problématique de la disponibilité des matériaux, particulièrement le métal, le plâtre, le bois et les isolations. La pénurie de matériaux a un impact sur les prix et sur l'avancement des chantiers. Certains projets présentent un risque de retard dans la livraison du bâtiment aux utilisateurs.

Débuts de chantiers

La rénovation et l'agrandissement du cinéma Le Capitole a pu démarrer cette année.

Fin de travaux

L'assainissement du bâtiment Escaliers-du-Marché 27 / rue Pierre-Viret 5 – Le Barbare, l'extension du collège de l'Eglantine et l'ajout de 16 classes au collège de Béthusy ont été terminés en 2021.

Garanties

Le suivi des travaux de garanties pour le collège de Riant-Pré et le stade de la Tuilière a été terminé.

Ecoles

La section a particulièrement œuvré cette année pour le Service des écoles et du parascolaire:

- livraison, à la rentrée d'août, des deux écoles Eglantine (1P-6P avec APEMS) et Béthusy (7P-11P), labellisées COBS (certificat d'origine bois suisse);
- achèvement de la première étape de la rénovation du collège de St-Roch: les élèves ont pu emménager dans l'aile ouest du bâtiment;
- démarrage des études pour l'assainissement/rénovation du collège de la Barre, avec un projet d'implantation de classes provisoires et salles annexes pour la durée du chantier (programme complet / collège vidé);
- études/préparation d'exécution pour la rénovation du collège de Montoie: projet mené à l'interne;
- études/préparation d'exécution pour le nouveau collège des Plaines-du-Loup: difficultés en raison de la pénurie de matériaux;
- poursuite des chantiers du collège du Belvédère et du collège de St-Roch (aile Est).

Patrimoine

Démarrage du chantier patrimonial de rénovation/agrandissement du cinéma Capitole, cofinancé par la Ville, la Fondation Capitole et la Confédération, piloté par le Service d'architecture.

Autre chantier patrimonial remarquable qui s'est terminé cette année, l'assainissement du bâtiment des Escaliers-du-Marché 27, qui abrite le restaurant historique Le Barbare. L'intervention planifiée et réalisée par le Service d'architecture a permis de mettre en valeur les caractéristiques historiques des logements et de la distribution de cet édifice du 17^e siècle.

Plusieurs projets de mise en valeur d'édicules historiques sont en cours d'études, notamment ceux de la Pontaise, du Bugnon et du Pont Chauderon.

Assainissement énergétique

La section a été sollicitée cette année pour mener plusieurs projets d'assainissement énergétique (études et réalisations) portant sur des logements, propriété du patrimoine financier de la Ville, en collaboration avec le Service du logement et des gerances.

Cette thématique est un aspect phare de la prochaine législature.

Etat du financement des affaires traitées

A la fin de l'année, la Section études et constructions gérait un portefeuille de CHF 388'648'000.-. Elle suit 69 affaires. Les mandats actifs sont les projets en cours avant bouclement des comptes.

Affaires en portefeuille	2020 en CHF	2021 en CHF
Crédits à voter (-52.4%)	80'885'000.-	42'384'000.-
Crédits votés (+12.27%)	308'417'000.-	346'264'000.-
Total	389'302'000.-	388'648'000.-

Répartition de l'ensemble des mandats

Mandats	Nb	2020 en CHF	Nb	2021 en CHF
Externes – bureaux privés	24	294'977'000.-	26	335'481'000.-
Internes – Service d'architecture	43	13'555'000.-	43	10'783'000.-
Total	67	308'532'000.-	69	346'264'000.-

Mandats actifs

Mandats	Nb	2020 en CHF	Nb	2021 en CHF
Externes – bureaux privés	24	294'977'000.-	26	335'481'000.-
Internes – Service d'architecture	43	13'555'000.-	43	10'783'000.-
Total	67	308'532'000.-	69	346'264'000.-
			+2,9%	+12.2%

Le nombre d'affaires traitées par la section est resté stable en 2021. Un total de 12 affaires, d'un montant de CHF 10.9 millions, ont été bouclées et 16 nouvelles affaires ont été ouvertes. Le volume financier des crédits votés gérés par les responsables de projets a augmenté.

Les affaires suivies comprennent des projets de diverses importances financières.

De manière générale, les affaires de grande importance financière sont confiées à des mandataires externes, qui nécessitent toutefois un pilotage et une coordination par les architectes cheffes et chefs de projet de la section. La charge de travail varie en fonction de la complexité du mandat et des compétences des mandataires.

La situation des projets les plus importants au 31 décembre 2021 se présente comme suit:

Projets à l'étude**Mandats externes**

- route Aloys-Fauquez 1 – assainissement énergétique;
- centre funéraire de Montoie – rénovation;
- centre de vie enfantine de Valency – rénovation;
- collège de la Barre – assainissement;
- place de la Palud 5 – assainissement énergétique;
- place de la Palud 10-11 – assainissement énergétique.

Mandats internes

- chemin des Celtes 1, Auberge de Sauvabelin – projet de rénovation;
- collège de Montoie – assainissement;
- centre de vie enfantine de Valency – organisation d'un appel d'offres mandat architecte;
- édicule de la Pontaise – mise en valeur;
- édicule du Pont Chauderon – mise en valeur;
- édicule du Bugnon – mise en valeur;
- Maison Gaudard (maison des festivals) – réaménagement;
- Maison des pêcheurs – construction nouvelle;
- Temple de la Croix d'Ouchy – réaffectation;
- Vallée de la Jeunesse, espace des inventions – assainissement des bétons et améliorations énergétique.

Projets d'exécution, en chantier, en fin de travaux et en exploitation**Mandats externes**

- rue Dr-César-Roux 5 – assainissement énergétique;
- cinéma Le Capitole – rénovation;
- collège du Belvédère – construction nouvelle;
- collège de St-Roch – assainissement du bâtiment;
- collège des Plaines-du-Loup (PPA1) – construction nouvelle;
- théâtre de Vidy – rénovation et extension;
- stade de la Pontaise – Athletissima.

Mandats internes

- casino de Montbenon – assainissement de la terrasse;
- collection de l'Art brut – pavillon vestiaires.

Projets terminés (phase suivi des garanties)**Mandats externes**

- collège de Béthusy – construction nouvelle;
- collège de l'Eglantine – extension; entreprise totale;
- collège de Riant-Pré, quartier Les Fiches – construction nouvelle;

- centre de formation La Rama II – construction d'un bâtiment de service multi-usages;
- stade de football de la Tuilière – construction nouvelle;
- centre sportif de la Vallée de la Jeunesse – assainissement;
- musée historique Lausanne – rénovation de la muséographie et création d'une buvette.

Mandats internes

- casino de Montbenon – rénovation toilettes publiques;
- centre de vie enfantine La Chenille – projet d'agrandissement;
- Escaliers-du-Marché 27 – rue Pierre-Viret 5 – rénovation du bâtiment;
- local SPADOM de la Maladière – transformation des vestiaires.

Nature des mandats actifs: mandats externes – bureaux privés

	Nb	2020 en CHF	Nb	2021 en CHF
Rénovations	9	59'599'000.-	12	73'295'000.-
Transformations	4	40'085'000.-	3	30'150'000.-
Constructions	8	194'363'000.-	10	231'636'000.-
Etudes, conseils, expertises	3	930'000.-	1	400'000.-
Total	24	294'977'000.-	26	335'481'000.-
			+8,3%	+13,7%

Nature des mandats actifs: mandats internes – ARCH

	Nb	2020 en CHF	Nb	2021 en CHF
Rénovations	9	5'719'000.-	6	9'984'000.-
Transformations	3	950'000.-	3	799'000.-
Constructions	4	6'886'000.-	1	0.-
Etudes, conseils, expertises	23	0.-	31	0.-
Total	39	13'555'000.-	41	10'783'000.-
			+5.1%	-20.4%

Répartition des dépenses

Affaires suivies par mandats	2020 en CHF	2021 en CHF
Externes – bureaux privés	28'520'222.-	48'685'217.-
Internes – Service d'architecture	12'342'951.-	3'231'418.-
Total	40'863'173.-	51'916'635.-
		+27.0%

Analyse et inspection des constructions

Analyse des projets et suivi de l'exécution

Comme indiqué sous «Evénements marquants», le personnel de la Section analyse et inspection des constructions, s'occupant des permis d'habiter et des permis d'utiliser, a rejoint l'Office des permis de construire du Service de l'urbanisme le 1^{er} juillet. Les informations concernant leurs missions se trouvent au chapitre consacré à ce service.

Seules les tâches de prévention des accidents dus aux chantiers ont été conservées au Service d'architecture.

Prévention des accidents dus aux chantiers

La prévention des accidents dus aux chantiers est régie par le règlement cantonal de la prévention des accidents dus aux chantiers et prévient toutes menaces et atteintes à l'intégrité physique et aux biens des voisins et voisines, des tiers ou de l'ensemble de la collectivité, en conciliant la sécurité des travailleuses et travailleurs et en évitant la mise en danger du public. Deux collaborateurs sont spécialement formés et leurs tâches spécifiquement dévolues à cette mission.

On peut relever les chantiers marquants suivants: l'Hôpital de l'enfance du CHUV, le quartier des Plaines-du-loup (projet Métamorphose), la mise en souterrain du LEB, le début des travaux du tram t1 et de la place de la Gare de Lausanne.

Années	2019	2020	2021
Contrôle de grues	35	46	64
Accidents sur les chantiers nécessitant l'intervention de Police Secours	6	9	22

Le nombre d'accidents est en forte augmentation, mais heureusement, il n'y a eu ni accident mortel, ni accident impliquant du public.

La grande majorité des accidents est due à des comportements individuels inadaptés à la situation et non à un manque de mesures de sécurité collectives.

A Lausanne, les deux inspecteurs organisent une séance de début de travaux où les charges au permis de construire et les mesures de sécurité sont passées en revue. La priorité est mise sur les mesures de protection du public, mais également des ouvrières et ouvriers œuvrant sur les chantiers. Il est aussi discuté des mesures de protection sanitaire contre le Covid-19.

De plus, pratiquement chaque semaine, des contrôles ciblés ont lieu sur les chantiers avec l'ingénieur sécurité de la SUVA, visites organisées en général suite à un premier contrôle des inspecteurs. Les mesures propres à la protection des ouvrières et ouvriers sont alors étudiées en détail et font l'objet d'un rapport de la SUVA à l'entreprise de construction concernée.

Unité Pôle Gare

Pour l'Unité Pôle Gare, l'année a notamment été consacrée à l'intégration des résultats de l'étude de mobilité dans le projet d'aménagement de la place de la Gare et de ses accroches, à une collaboration très étroite avec les CFF pour coordonner le développement du front sud de la gare et les espaces publics adjacents, à la défense des intérêts de la Ville dans le cadre de procédures administratives conduites par les CFF, à la poursuite d'études de modifications du projet de l'agrandissement de la gare de Lausanne avec les partenaires du projet que sont les CFF, l'Office fédéral des transports, le Canton et les différents services de la Ville.

De début juin à fin septembre, une exposition à ciel ouvert mise sur pied par Pôle Gare dans l'espace public, a donné l'occasion à la population de se familiariser avec les futurs projets qui composent le secteur Pôle Gare. Cet itinéraire didactique en dix étapes a permis aux randonneuses et randonneurs urbains de se déplacer dans ce secteur qui entame sa profonde transformation.

Le chantier de la gare a débuté à la fin de l'année, exigeant un fort engagement de la Ville pour assurer une mise en place des installations de chantier CFF qui soient conformes, ainsi qu'un accès et une utilisation idoines du système gare. Les réflexions avec le Canton concernant les aménagements et le développement de Plateforme 10 ont été poursuivies, ainsi que l'appui au développement du plan d'affectation de la Rasude.

En 2021, la Commission ad hoc n° 49 du Conseil communal, chargée de suivre l'évolution du projet, s'est réunie deux fois et la Délégation municipale Pôle Gare une fois. Le COPIL Léman 2030 s'est réuni deux fois et le CODIR cinq fois. Ceci a été l'occasion de construire une vision globale des différents projets conduits sur le périmètre du Pôle Gare et d'échanger sur l'avancement général et sur le reporting global et financier du projet.

Service des parcs et domaines (SPADOM)

Principales missions du service

- mise en œuvre d'une politique d'agriculture urbaine, de nature, de paysages et d'aménagement de l'espace public;
- entretien du patrimoine vert (360 ha de parcs, 1'900 ha de forêts, 770 ha de terres exploitées par l'agriculture, 35 ha de vignes et cinq cimetières) dans une recherche de cohérence et de consensus entre les besoins des usagers et les aspects écologiques, esthétiques et économiques;
- application des règlements de protection des arbres sur l'ensemble du territoire communal;
- préservation de l'attractivité sociale, culturelle et esthétique des espaces verts;
- mise à disposition de compétences professionnelles dans le cadre d'études d'aménagements verts et de groupes de travail internes à la Ville.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Agriculture & Gest. Territoire	1.80	1.80	1.80	1.60
Ateliers	27.80	27.80	28.60	27.60
Bureau Esp. Public & Paysage	9.25	8.25	9.15	9.15
Cimetières	35.55	35.35	35.35	33.55
Conduite des Parcs	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction – RH – Admin	20.50	18.10	23.60	21.00
Entretien bâtiments & Infrastructure	2.00	2.00	2.00	2.00
Etablissement horticole	19.40	19.20	18.40	18.40
Forêts	18.55	16.50	16.50	16.30
Nature	4.90	4.90	4.90	3.50
Parcs – sect. Ouest	40.10	38.60	40.30	38.90
Parcs – sect. Est	45.10	44.70	44.90	42.90
Parcs – sect. Sud	53.90	50.70	51.70	50.70
Police des chiens & Projets	2.50	2.50	3.00	3.00
Vignobles	13.30	11.80	10.00	10.00
Total service	296.65	284.20	292.20	280.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-4.45

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Agriculture & Gest. Territoire	2	1.80	2	1.60
Ateliers	28	27.80	28	27.60
Bureau Esp. Public & Paysage	9	8.25	10	9.15
Cimetières	37	35.35	35	33.55
Conduite des Parcs	2	2.00	2	2.00
Direction – RH – Admin	21	18.10	24	21.00
Entretien bâtiments & Infrastructure	2	2.00	2	2.00
Etablissement horticole	20	19.20	19	18.40
Forêts	18	16.50	18	16.30
Nature	6	4.90	5	3.50
Parcs – sect. Ouest	40	38.60	40	38.90
Parcs – sect. Est	46	44.70	44	42.90
Parcs – sect. Sud	52	50.70	52	50.70
Police des chiens & Projets	3	2.50	3	3.00
Vignobles	12	11.80	10	10.00
Total service	298	284.20	294	280.60

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Ateliers	–	–
Bureau Esp. Public & Paysage	1	1
Cimetières	1	2
Direction - RH - Admin	3	4
Etablissement horticole	3	4
Forêts	3	3
Parcs - sect. OUEST	–	2
Parcs - secteur EST	3	2
Parcs - secteur SUD	3	3
Vignobles	1	–
Total service	18	21

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	28	22
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	28	24

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	10
Départ à la retraite	12
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	2
Licenciement invalidité totale	-
Licenciement reconversion ext.	1
Total service	28

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	10	0.28
Auxiliaires mensualisé·e·s	17	5.84
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*
Total service	31	6.12

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Comme en 2020, le Covid-19 a fortement marqué le fonctionnement du service. Cette année, la difficulté ne résidait plus dans l'adaptation rapide de nos missions face à une situation extraordinaire mais plutôt dans le soutien du personnel face à une lassitude croissante de la situation. La question de la vaccination, puis le retour des masques et du télétravail ont mis à l'épreuve les équipes du SPADOM.

Autre évènement marquant pour le SPADOM, au printemps 2021, la découverte d'une pollution aux dioxines sur un terrain au nord-est de la Ville. La pollution des sols étant régie par le droit fédéral, il a fallu travailler en étroite collaboration avec le Canton de Vaud afin de définir et de sécuriser le périmètre de la pollution, puis de communiquer. La question des analyses puis du changement des terres va sans doute occuper le service pendant plusieurs années.

Projet phare du service lancé en 2021, le plan canopée est la première mise en œuvre concrète des mesures d'adaptation au changement climatique du Plan climat de la Ville de Lausanne. L'augmentation de la surface foliaire de 50% d'ici à 2040 permettra de rafraîchir la ville. La création d'une nouvelle division «Arbres et forêt» au 1^{er} juillet 2021 permettra de répondre à cet important défi.

Enfin, aboutissement de nombreuses années de travail, la labellisation du Parc naturel du Jorat «Parc d'importance nationale» remet la biodiversité au cœur de la forêt, tout en conciliant ses différents usages.

Principales activités 2021

Février — Diffusion d'une série de huit reportages vidéo pour mieux comprendre la biodynamie, ainsi que son usage dans les espaces verts et les vignobles lausannois;

- présentation d'un kit de transformation alimentaire pour mettre le local en bocal. Un projet à l'attention des associations et du grand public afin d'organiser des animations et des ateliers autour de la transformation alimentaire. Une offre complétée par une série de webinaires de formation.
- Mars
- 10 ans de la Fête de la forêt: pose d'un hôtel à insectes en forme de logo Arbracadabra proche du Lac de Sauvabelin;
 - «1.2.3 Nature... cherche et trouve dans ta ville»: un outil participatif pour recenser la biodiversité urbaine.
- Avril
- un nouveau marché alimentaire tendance circuit court s'installe au parc Milan;
 - naissance d'un nouveau marché des plantons en collaboration avec ProSpecieRara. Une première édition à la place de la Riponne et sur la rue Centrale;
 - plus de 100'000 bulbes fleurissent à travers la ville. La plantation d'autres bulbes viendront compléter l'action en automne;
 - la Ville de Lausanne lance un appel à projet pour la réalisation de toitures potagères.
- Mai
- présentation officielle de la Bière de Lausanne 100% locale;
 - création d'un hôtel à insectes géant composé de 40 casiers remplis par des classes de 1 P-4 P lausannoises et exposition de dessins inspirés par la nature environnante réalisés par les élèves de l'École romande d'arts et communication (Eracom).
- Juin
- adoption par le Conseil communal du préavis N° 2021/15 «Objectif canopée – Stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne»;
 - la Ville de Lausanne est officiellement labellisée «Villeverte Suisse»;
 - inauguration du parc des Fiches;
 - présentation officielle de la nouvelle identité des vins des Domaines de la ville de Lausanne;
 - le hêtre pleureur de l'Hermitage victime de l'orage;
 - «Pimp my benne»: une vidéo célèbre un élan artistique pour une meilleure gestion des déchets sur le site Vidy-Bourget: quatre bennes sont taguées par des artistes sélectionnés sur concours.
- Juillet
- plus de biodiversité à Lausanne grâce aux cinq lauréates et lauréats 2021 du Concours Nature en ville;
 - création d'un nouvel espace d'exposition au pied de la Tour de Sauvabelin;
 - le Parc naturel du Jorat est désormais reconnu «Parc d'importance nationale» par la Confédération.
- Août
- dans le cadre de sa politique agricole, la Ville de Lausanne créera à l'horizon du printemps 2022 un nouvel espace dédié à l'agriculture urbaine autour des fermes de la Blécherette et du Châtelard. Lancement de la consultation au travers d'une séance d'information à l'attention des potentiels partenaires du projet ayant une expérience de projets similaires.
- Septembre
- renaissance du parc du Désert. Inauguration officielle du jardin de plaisance et de la tourelle néogothique lors des Journées européennes du patrimoine;
 - le retour du pressoir public en collaboration avec la coopérative «L'autre temps» dans les locaux de la Ferme de Cery;
 - la Ville présente son 9^e marché d'automne avec ProSpecieRara: cuisinons nos traditions!
- Octobre
- inauguration du «Local pop-up»: un magasin éphémère à l'attention des producteurs et artisans locaux pour la promotion d'une alimentation et de produits durables et de qualité.

- Novembre — une exposition pour les 20 ans d'«Un arbre, un enfant» au Forum de l'Hôtel de Ville.
- Décembre — suite à l'appel à projets «Plus de bio pour Lausanne» lancé au printemps, quatre projets sont retenus et bénéficieront d'un financement de la Ville pour leur développement;
— un grand succès pour le retour de la 219^e Mise des vins à l'Hôtel de Ville, avec l'application des normes sanitaires «2G»;
— signature d'une convention avec Swiss Wine Promotion pour une représentation étendue des activités de Lausanne Great Wine Capitals.

Administration, communication, projets et RH

L'Unité administrative soutient la direction et les divisions du service en matière de correspondance, de suivi décisionnel, d'organisation et d'optimisation des processus. Elle gère aussi les réponses à donner au public, le suivi administratif des requêtes en abattage ainsi que l'administration des 16 plantages lausannois. La comptabilité fait le suivi des dépenses, accompagne les divisions pour l'élaboration du budget et pour le bouclage des comptes.

L'Unité projets est la mise en pratique du principe de transversalité du service puisque toutes les divisions peuvent faire appel à elle pour mener certains de leurs projets – stratégiques ou opérationnels – nécessaires à la concrétisation du programme de législation.

La mission de l'Unité promotion et événements est de mettre en valeur les projets, les produits et les événements du service. Qu'il s'agisse d'organiser des conférences de presse, de rédiger des communiqués, de placer des publications sur les réseaux sociaux, de créer des flyers, de gérer la logistique des événements, cette unité œuvre étroitement avec toutes les divisions du service. De plus, son responsable fait partie du comité «Lausanne à table»: cette association a pour but de mettre en réseau tous les acteurs de la gastronomie de Lausanne et de faire la promotion des produits locaux et des circuits courts.

L'Unité RH a administré les affaires du personnel du service, incluant le suivi de situations problématiques de santé et la gestion de la relève et des talents, tout en assurant l'encadrement de 22 apprenties et apprentis, 36 stagiaires (stage découverte, BNF, Olbis, ETSL, Orif, OSEO, Le Repuis, AI, LIFT, Afiro, Fondation Verdeil, validation entrée HES) et 33 auxiliaires. L'Unité RH a également géré 30 engagements, dont neuf apprenties et apprentis, en 2021.

Santé et sécurité au travail

Le responsable santé et sécurité au travail a participé et ou développé divers projets présentés ci-dessous. La formation continue du personnel en matière de sécurité et de santé au travail a été intensive. Un exercice de sauvetage en terrain difficile grandeur nature a été effectué en collaboration avec le SPSP et la Rega. Un cours pour les chauffeuses et chauffeurs a également été dispensé à 120 collaboratrices et collaborateurs à Savigny sur une piste d'exercices. La mise en place d'une stratégie QSSE (Qualité, santé, sécurité, environnement) a été validée par la direction du service et sera mise en place en 2022. Une stratégie concernant les ouvrages d'arts du service a également été déployée. Elle a permis de recenser, géolocaliser et contrôler quelques 2'200 ouvrages. Plusieurs analyses de l'espace public ont été effectuées en collaboration avec les unités du SPADOM et d'autres services afin d'établir les risques et d'effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de ceux-ci. Une collaboration interservices a également été mise en place afin de répondre aux questions de sécurisation du domaine public. La mise en œuvre de l'entretien du Parc du Jorat a continué avec des séances interservices et le Canton de Vaud. La mise aux normes des bâtiments concernant l'électrification du parc de véhicules a partiellement été effectuée et continue à évoluer. Plusieurs analyses de risques ont été faites en collaboration avec le DSST pour diverses problématiques liées à la santé et à la sécurité.

Bureau d'intégration canine et de la police des chiens

L'activité générale du Bureau d'intégration canine et de la police des chiens (BICan) a principalement été marquée par les sphères d'influence suivantes:

- une augmentation des cas de morsures au préjudice des personnes adultes et des congénères, soit plus 5 cas en regard de l'exercice écoulé, mais représentant une évolution de plus de 36% depuis 2018;
- une forte augmentation (11 dossiers de plus) des annonces des chiens dits listés représentant un accroissement de 73% des demandes depuis 2019.

La population canine lausannoise a officiellement augmenté de 9% depuis quatre ans et de 37% depuis 10 ans.

Bureau espace public et paysage

La mission principale du BEPP consiste à mettre en scène et assurer la cohérence des différentes politiques du service dans le cadre des planifications urbaines et de l'aménagement de l'espace public.

Concrètement, les prestations 2021 du BEPP ont concerné les domaines d'activités suivants:

Planification urbaine

- contributions à la révision du plan d'affectation communal (PACom) et son volet nature et paysage;
- contributions à la rédaction du rapport-préavis N° 2021/15 «Objectif canopée: des arbres pour rafraîchir la ville», qui présente la stratégie d'arborisation comme outil de rafraîchissement de la ville.
- suivi des grands projets lausannois, via le coordinateur grands-projets pour le projet Métamorphose: finalisation du projet d'espaces publics du PPA1 et mise en soumission des travaux; développement des principes d'espace public pour le PA2 et élaboration du programme du concours des espaces publics. Pour les projets de transports publics: calage des principes d'arborisation du tram t1 et suivi/adaptations en cours de chantier; coordination des enjeux liés au métro m3 dans le cadre des consultations préalables;
- pour l'Unité Pôle Gare: reprise du projet de la place de la Gare et des avenues qui s'y accrochent avec les nouveaux mandataires; réponses aux opposantes et opposants pour le quartier des Fleurettes; coordination pour les quartiers adjacents Rasude et Plateforme 10;
- poursuite et développement des projets de recherches sur les techno-sols en lien avec les besoins de portance et de gestion des eaux;
- contribution à l'élaboration du règlement arbres pour une entrée en vigueur en 2022.

Réalisation d'études et de projets dans les espaces publics

- plan canopée – dans la perspective de la mise en œuvre du plan canopée qui prévoit la plantation de 1'333 arbres par année ces 15 prochaines années un recensement non exhaustif d'emplacements propices à accueillir des arbres a été engagé sur diverses domanialités. Pour cette première étape, près de 2'000 arbres sont prévus d'être plantés lors de la saison 2021-2022. Parmi les sites emblématiques, on relève la promenade de la Grève et le giratoire de la Maladière;
- parcs – les études du parc de la Brouette et de la fontaine ludique de Montbenon ont été finalisées en prévision d'une réalisation en 2022. L'aménagement du Parc des Fiches a été inauguré cet été de même que la restauration du parc historique du Désert, en particulier son jardin de plaisance et sa tour néogothique; les travaux du parc de la Solitude sont en cours d'achèvement et pourront être inaugurés au printemps 2022;
- rues et places – la liaison de mobilité douce dans le Coteau de Cour mise à l'enquête cette année a été l'objet de nombreuses oppositions reportant de fait sa réalisation; celle entre Bellevaux et Sauvabelin a été réalisée; l'arborisation de l'avenue de Montoie a été finalisée tout comme celle de l'avenue du Grey dans sa partie nord; les travaux de plantations au cœur de la plateforme de Sévelin sont en cours et s'achèveront au printemps 2022; accompagnement végétal de divers aménagements transitoires sur le domaine public, par ex. à la rue des Echelettes, au Vallon ou encore au carrefour Benjamin-Constant;
- préaux scolaires – quatre projets de réaménagement ont été étudiés – Beaulieu, Coteau Fleuri, Pierrefleur, Vieux Moulin – avec pour objectifs d'augmenter la canopée, la perméabilité du sol ainsi que la qualité ludique de ses préaux. La mise en œuvre de ces projets est prévue en 2022;
- places de jeux – on peut relever la création de nouvelles places de jeux à l'Esplanade de Montbenon, au parc de la Solitude et à la place de La Sallaz; le réaménagement des places de jeux de Mon-Repos et de la promenade de Messidor (Eglantine) ainsi que la rénovation des places de jeux du Pavement et du Pré-des-Casernes;
- plantages et potagers urbains – au vu de la situation sanitaire et de la découverte de la présence de dioxine dans les sols lausannois, l'aménagement de plantages a été freiné dans son élan. Seuls les travaux d'aménagement du plantage de la Solitude ont pu être engagés et devraient se terminer au printemps 2022. Sont néanmoins en cours d'étude le potager de l'avenue du Grey en remplacement de celui du Loup ainsi que le potager sur toiture de Bellefontaine;

- fleurissement – plusieurs actions de fleurissement surprise ont été engagées, notamment la plantation de 120'000 bulbes à l'automne 2020, qui ont fleuri au printemps 2021 et la plantation de 60'000 bulbes organisée cet automne 2021.

Manifestations diverses

- en collaboration avec la commissaire de Lausanne Jardins; développement du concept de la prochaine édition de Lausanne Jardins prévue en 2024 et rédaction du préavis en prévision d'une adoption par le Conseil communal au printemps 2022.

Domaines et patrimoine

Agriculture

L'Unité agriculture a poursuivi la mise en œuvre des axes de la Politique agricole urbaine définie dans le rapport-préavis N° 2018/09 «Politique agricole urbaine: des balcons aux champs». Les actions les plus importantes réalisées ont été les suivantes:

- le cofinancement de l'achat d'une herse étrille par un fermier afin de favoriser le désherbage mécanique au lieu d'un désherbage chimique;
- le soutien à la création de cinq potagers pédagogiques (école de Montoie, école de Coteau-Fleuri, école de Chissiez, école de Villamont et école de la Sallaz);
- la bière de Lausanne 100% locale est commercialisée depuis ce printemps;
- le pressoir public de la Ville de Lausanne sur le site de Cery est pérennisé pour trois ans;
- «Le local Pop-up» aux Escaliers-du-Marché est ouvert depuis octobre;
- le marché au Parc de Milan proposant des produits bio et locaux existe depuis ce printemps;
- un kit de transformation pour conserver les fruits et légumes est désormais disponible et des formations sous la forme de webinaires ont été organisées;
- un appel à projets «Plus de bio pour Lausanne» a été lancé: quatre projets ont été retenus sur 25 projets reçus et un projet de cuisine de transformation mutualisée est à l'étude;
- une consultation a été mise en place pour valoriser les espaces agricoles et les fermes de la Ville dans l'Espace Blécherette; des appels à projet sont en cours d'élaboration.

Comme chaque année, les liens avec les fermières et fermiers de la Ville ont été entretenus et de nombreux échanges ont notamment eu lieu quant au développement des infrastructures nécessaires pour les domaines agricoles.

Entretien des bâtiments et infrastructures

L'unité a participé à l'élaboration et à la conduite de nombreux projets et réalisations en matière d'entretien, de rénovation et de construction, tant dans le domaine du bâtiment que dans celui du génie civil.

Plusieurs domaines agricoles ont fait l'objet d'études, notamment pour le développement des infrastructures des fermes du Chalet de la Ville, des Saugealles et des Cases, ainsi que pour la réaffectation des domaines de la Blécherette et du Châtelard. Dans les domaines viticoles, l'unité s'est entre autres penchée sur les solutions à apporter à la problématique du traitement des eaux de lavage et sur la réaffectation et mise en conformité des lieux. Le personnel de l'unité ont participé à l'élaboration de la stratégie et au contrôle de nombreux ouvrages sous la responsabilité du SPADOM. Des travaux ont été engagés pour la rénovation de quatre passerelles sur la Vuachère et d'un mur de soutènement au chemin des Magnolias.

L'unité a conçu et réalisé «Le local Pop-up» des Escaliers-du-Marché et assuré le suivi pour les travaux de réaménagement et d'entretien pour les vestiaires, cafétéria et dépôt des jardiniers du cimetière du Bois-de-Vaux, projet permettant de réunir des équipes dans un esprit de poursuite de mise en conformité de nos locaux conformément à l'ordonnance de la loi sur le travail.

Vignobles

L'année a été marquée par la mise en œuvre de la nouvelle stratégie des Domaines de la Ville de Lausanne:

- réorganisation de la commercialisation avec des partenaires externes qui ont su s'adapter au contexte particulier en ces temps de pandémie;
- première année de logistique externalisée, qui a permis de professionnaliser le stockage et la livraison;
- premières bouteilles, habillées des nouvelles étiquettes, commercialisées en juin 2021; les clients ont réservé un bon accueil à ce nouvel habillage, plus lisible et mettant en valeur les cinq domaines.

Un webshop doté d'un système de paiement online a été mis en place début mai 2021, avec l'appui du SOI. Ce service est fort apprécié. Les vins des Domaines de la Ville ont été présentés à plusieurs concours, une belle moisson de médailles est venue récompenser la qualité des vins. A noter, l'entrée dans les 25 meilleurs vigneronnes et vigneron vaudois et les 150 meilleurs suisses.

En Lavaux, des pratiques culturales plus durables continuent à être mises en place. Augmentation des traitements de protection avec des produits organiques, diminution des herbicides de synthèse. Sur la moitié du vignoble le sol est travaillé et des semis d'engrais verts permettent d'améliorer la vie microbienne en évitant la concurrence pour les plants. Les dernières parcelles de gobelets ont été arrachées. Sur La Côte, la production biodynamique se poursuit. L'année viticole 2021 restera dans les annales pour sa météo estivale très capricieuse. Les pluies quasi-ininterrompues ont mis à mal la protection sanitaire du vignoble. Le mildiou très présent a nécessité un engagement fort des équipes viticoles. Les vendanges se sont déroulées en octobre avec une belle qualité, mais les rendements ont subi une baisse importante.

La 219^e mise aux enchères a pu avoir lieu en présentiel malgré la situation sanitaire avec plus de 100 miseuses et miseurs. Elle a été complétée par une vente primeur sur le webshop des vins. Enfin pour la seconde année, une vente en primeur également, de cartons panachés, a été proposée sur QWine.

Entretien, production et maintenance

Ateliers

Le garage du SPADOM, en sus de l'entretien et des réparations du parc de véhicules et machines du service, a effectué 72 expertises selon les directives du Service des automobiles et de la navigation tout au long de l'année. De plus, 2021 marque l'arrivée, dans le parc de véhicules du service, du premier transporteur multi-lift à propulsion électrique.

L'équipe paysagère, outre les entretiens des surfaces sportives vertes, a réalisé divers travaux sur les places de jeux, cimetières et cheminements forestiers, ainsi que des préparations de substrats divers en privilégiant les composts produits en interne. Un accent particulier a été mis pour la formation spécifique des apprenties et apprentis paysagistes du service sur des travaux spécifiques.

L'équipe bâtiments et jeux, en plus des travaux de réfection et sécurisation des places de jeux et de l'entretien courant des bâtiments et locaux du service, a réalisé des travaux sur l'ensemble du mobilier urbain, dont le service a la charge.

Cimetières

En 2021, toutes les plantations pour les tombes au bénéfice d'un abonnement d'entretien annuel ont pu être honorées.

Les travaux de réfection des locaux des jardinières et jardiniers du Bois-de-Vaux II ont commencé en septembre 2021 et se termineront début 2022.

L'intensification de l'emploi de produits naturels élaborés au sein du service se poursuit avec de très bons résultats sur l'état sanitaire des végétaux. Les cimetières continuent à améliorer la gestion de l'entretien, notamment en laissant des feuilles mortes dans certaines zones périphériques afin d'améliorer encore la biodiversité dans les cimetières lausannois.

Malgré un gros travail dû à la situation sanitaire persistante, l'équipe aménagements et inhumations a réussi à terminer le réaménagement d'une section de tombes à la ligne pour corps, au cimetière du Bois-de-Vaux II.

Etablissement horticole (EH)

L'établissement horticole continue sa transformation afin de produire des plantes avec un minimum d'empreinte carbone et exemptes de produits de synthèse. L'EH élabore ses propres produits naturels, tant au niveau des nutriments que de la défense contre les ravageurs et les maladies. Ces produits sont destinés à la culture et au développement des plantes. La gestion informatique des climats sous serre améliore le rendement des cultures. Le but est une diminution constante de la consommation d'énergie de chauffage. La pépinière cultive la plupart des arbres fruitiers et des arbustes indigènes plantés en ville.

Parcs

Malgré la crise sanitaire qui perdure, l'unité maintient ses prestations et ses missions principales. Le but est de continuer à assurer l'entretien général et à sécuriser des espaces verts pour le bien-être de la population.

Dans le cadre du préavis N° 2015/32 «Qualité de vie dans les parcs lausannois», le SPADOM a procédé, en 2021, à l'acquisition de quatre bennes compactantes. Celles-ci ont été décorées par des graffeuses et graffeurs professionnels.

Un concept a été mis en place dans le but de permettre aux usagères et usagers de la zone Vidy-Bourget de trier leurs déchets. Une sensibilisation au «littering» (déchets sauvages), a été faite par les collaboratrices et collaborateurs du SPADOM et par des étudiantes et étudiants pendant l'été pour sensibiliser les estivantes et estivants du bord du lac.

A la suite de la découverte de la pollution aux dioxines, plusieurs mesures ont été prises pour la sécurisation des parcelles contaminées.

Selon le préavis N° 2021/15 «Objectifs canopée – Stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne», l'unité a débuté la plantation dite canopée.

Un local a été construit pour le personnel des équipes du centre-ville et de Montbenon.

L'unité a repris l'entretien général des abords du stade de la Tuilière.

Les manifestations ProSpecieRara et au Forum de l'Hôtel-de-Ville ont pu être menées à bien cette année.

Arbres & forêts

Arbres

Le préavis N° 2021/15 «Objectifs canopée – Stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne» a été assorti de deux annexes sur l'arborisation urbaine et les changements climatiques, ainsi que sur les fosses de plantations et la rétention des eaux. Ces études apportent et apporteront des informations essentielles dans la mise en œuvre de cet objectif.

Ce préavis a été mis en œuvre en un temps record. Des sites ont été identifiés et sélectionnés. Les arbres ont été choisis et commandés. Les documents techniques nécessaires ont été élaborés. La plantation des arbres a débuté et se poursuivra durant la saison de plantation. L'ensemble du service a travaillé activement à la réussite de cet objectif.

Sur les parcelles communales, en dehors des zones forestières, 1'454 arbres ont été plantés en 2021 dans les espaces verts sous gestion du SPADOM, contre 809 en 2020, et 397 arbres ont été coupés, contre 279 en 2020. Les actions de renouvellement d'arbres dépérissant au profit d'arbres plantés dans de bonnes conditions dans le cadre de l'objectif canopée ont pour partie participé à l'augmentation du nombre d'arbres coupés.

Sur les parcelles privées, en 2021, 222 affaires liées à l'état sanitaire des arbres ont été traitées, contre 209 en 2020. Elles ont concerné 477 arbres contre 277 en 2020. La plupart de ces demandes étaient fondées et leur analyse minutieuse a conduit à 436 autorisations d'abattage, contre 240 en 2020.

Nature

La mission de la Division nature est de maintenir, développer et faire connaître la biodiversité en ville. La division a poursuivi en 2021 la mise en œuvre des axes du concept directeur Nature en ville tel que définie dans le rapport-préavis N° 2018/42 «Concept directeur «Nature en ville» de la Commune de Lausanne».

Les enjeux liés à l'arborisation, la pleine terre et la biodiversité s'affirment avec une acuité toujours plus forte et complexifient l'examen des projets soumis à enquête publique. Ainsi, la Division nature se réorganise et renforce son pôle de compétences en la matière dans l'optique de préserver la biodiversité et le climat et de gérer le flux grandissant d'affaires d'enquête publique.

Dans le cadre de l'examen des demandes de permis de construire, 459 affaires ont été traitées en matière d'aménagements paysagers et d'arborisation. Des autorisations d'abattage ont été délivrées pour 178 arbres avec 245 exigences de compensations.

La politique de végétalisation et d'entretien de petits espaces publics par des habitantes et habitants se poursuit. En 2021, 13 permis de végétaliser ont été délivrés, ce qui représente 26 espaces dévolus à la nature ou à la culture en ville. Du côté des aménagements favorables à la biodiversité dans les jardins et pourtours d'immeubles privés, la Ville a octroyé huit subventions, et 12 projets sont en cours d'examen. La végétalisation d'ouvrages s'est poursuivie à travers la subvention municipale pour la végétalisation des toitures: six toitures privées totalisant 1'683m² ont été réalisées.

Le Concours Nature en ville a primé dix projets en 2021 sur 31 dossiers reçus et éligibles. «Abris et arbustes» à l'avenue de Morges, «Martinets» à l'établissement scolaire de l'Elysée, «Plus de biodiversité dans les jardins privés» à Beaulieu-Bergières et «Une lisière favorable à la biodiversité» à Pierrefleur sont respectivement les premier et deuxième prix des deux éditions de l'année. La Fête de la nature 2021 a eu une ampleur limitée due aux restrictions sanitaires, mais une durée étendue à dix jours. A cette occasion, la Ville de Lausanne a fêté son projet de sciences participatives «1, 2, 3 nature... Recherche et trouve dans ta ville!» décrit ci-dessous et inauguré un hôtel à insectes géant, composé de 40 casiers remplis par les classes lausannoises dans le parc de l'Éracom. Une exposition des étudiantes et étudiants de l'école accompagnait l'événement.

Un projet de sciences participatives a été lancé en mars 2021. Le but du projet est de sensibiliser et d'impliquer la population dans le recensement d'espèces indicatrices afin de récolter les données sur l'abondance et la diversité des animaux et plantes en ville. A ce jour, 519 observations ont été répertoriées par 93 observateurs romands en ville de Lausanne. Le projet court jusqu'en 2023.

Préavis

Le SPADOM a rédigé le préavis N° 2021/15 «Objectif canopée – stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne» et le préavis N° 2021/44 «Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2021». Il a également collaboré à la rédaction du rapport-préavis N° 2021/24 «Premières mesures du Plan Climat et stratégie de financement».

Service d'organisation et d'informatique (SOI)

Principales missions du service

Garantir à la Municipalité, au personnel de la Ville de Lausanne et aux lausannoise et lausannois un système d'information sûr, transverse, ouvert, agile et efficace, tout en réduisant l'impact environnemental et l'obsolescence.

- mettre en place une stratégie digitale pour la Ville de Lausanne et sa population;
- encadrer et accélérer la numérisation responsable des services de la Ville avec une cyberadministration performante;
- fournir un portail numérique pour les citoyennes et citoyens leur donnant accès à des prestations numériques de qualité;
- gérer les données de la Ville dans le but de soutenir la prise de décision, tout en garantissant la qualité et la conformité légale avec la protection des données;
- permettre l'accès aux données non sensibles à la population et à l'économie;
- mettre en œuvre des outils de collaboration et de communication intégrés qui soutiennent l'efficacité et la mobilité des collaboratrices et collaborateurs.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Concept. – Transform. Solution	22.50	22.40	–	–
Développement & Intégration	–	–	12.80	12.80
Direction SOI	7.40	7.30	11.65	11.65
Gouvernance, sécurité & données	–	–	8.30	7.30
Gouvernance-Serv.Transversaux	8.70	8.70	–	–
Infra., exploitation, support	38.20	35.30	20.50	18.60
Innovation & Transfo. digitale	–	–	2.80	2.80
Numérisation – Relation Client	8.55	8.50	–	–
Prest. clients & Env. numérique	–	–	12.70	11.70
Projets & Solutions	–	–	18.50	17.40
Total service	85.35	82.20	87.25	82.25

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.90

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Concept. – Transform. Solution	23	22.40	–	–
Développement & Intégration	–	–	13	12.80
Direction SOI	8	7.30	14	11.65
Gouvernance, sécurité & données	–	–	8	7.30

Gouvernance-Serv.Transversaux	10	8.70	-	-
Infra., exploitation, support	36	35.30	19	18.60
Innovation & Transfo. digitale	-	-	4	2.80
Numérisation – Relation Client	10	8.50	-	-
Prest. clients & Env. numérique	-	-	12	11.70
Projets & Solutions	-	-	18	17.40
Total service	87	82.20	88	82.25

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Unité administrative		
Concept. – Transform. Solution	1	-
Infra., exploitation, support	4	6
Numérisation – Relation Client	1	-
Innovation & Transfo. digitale	-	1
Projets & Solutions	-	1
Service non précisé	-	1
Total service	6	9

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	7	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	7	8

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	7

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	3	0.26
Auxiliaires mensualisé-e-s	25	12.78
Auxiliaires payé-e-s au forfait	2	*
Total service	30	13.04

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

En 2021, une réorganisation complète du Service d'organisation et d'informatique a eu lieu: des unités de différentes divisions ont été regroupées, certaines activités redimensionnées et deux nouvelles divisions créées. Cette réorganisation s'est déroulée en deux étapes avec, au printemps, la création du Pôle développement et intégration et, à l'automne, celle du Pôle prestations clients et environnement numérique.

Le budget de fonctionnement du SOI est de plus en plus mis sous pression en raison de l'évolution liée aux licences proposées par les fournisseurs: les licences sont désormais en mode location et non plus achat, et sortent donc du plan des investissements où elles étaient prévues par les autorisations d'achat.

Le contexte du Covid-19, avec les nouvelles habitudes de mobilité et l'augmentation du télétravail, explique la forte demande d'ordinateurs portables émanant de tous les services, provoquant d'inévitables impacts sur les budgets. Les effets du Covid-19 sur le plan mondial se font sentir également au sein de la Ville à travers une pénurie de ces mêmes ordinateurs portables en raison de la forte demande en composants qui viennent donc à manquer partout dans le monde. Par conséquent, les délais de livraison ont nettement augmenté. Cette forte pression sur le SOI est appelée à durer encore plusieurs mois, voire années.

La plateforme AGIR, déployée dès le 2^e trimestre 2021, a fait l'objet d'un audit à l'initiative du SOI afin de déterminer les problèmes d'utilisation au sein des services. Un projet de résolution des problèmes identifiés est prévu en 2022.

Créé en 1971, le SOI aurait dû célébrer durant cette année 2021 ses 50 ans d'existence: en raison de la crise sanitaire, les événements envisagés ont dû être annulés et seront reportés à une date ultérieure.

Principales activités 2021

Innovation et transformation digitale

Culture et compétences numériques

En 2021, la journée du digital organisée sur le plan national a eu pour thème le développement des compétences dans le domaine du numérique et de la diffusion de la culture digitale. Dans ce cadre, le SOI a organisé 34 événements touchant plus de 600 personnes.

Ces événements, sous forme d'ateliers sur des sujets variés comme les prestations en ligne de l'administration communale ou cantonale, l'intelligence artificielle ou le codage, ont été conçus pour être accessibles à tous. Un effort particulier pour s'adresser aux séniors, aux femmes, aux jeunes ou aux migrantes et migrants a permis une large participation et une bonne diffusion des informations.

La rubrique numérique du site internet de la Ville a été complétée par les multiples réalisations dans le domaine et par la possibilité de visionner certains ateliers en rediffusion.

Numérique responsable

Le SOI travaille depuis longtemps à limiter son empreinte carbone. Il a décidé de mesurer précisément celle-ci en 2021 et d'obtenir un label contraignant, le label «Numérique Responsable».

A cet effet, la Ville de Lausanne est devenue partenaire de l'Institut du numérique responsable suisse et a signé la charte pour un numérique responsable. La demande de labellisation est en cours et interviendra en 2022.

Sécurisation du patrimoine culturel muséal

L'Atelier de numérisation du SOI a fidélisé plusieurs clients externes, notamment par la poursuite de ses activités en faveur du Musée d'art contemporain qui a rejoint l'entité Plateforme 10.

Il a également évolué en complétant ses compétences et son catalogue de prestations intégrant la prise d'images 360 degrés, la diffusion d'événements sur place et à distance ainsi que l'édition vidéo.

Enfin, l'Atelier de numérisation, qui fêtera ses 20 ans en 2022, a dépassé durant l'année 2021 le seuil de 100'000 images dans la base de données des musées.

Nombre d'œuvres numérisées	2019	2020	2021
Musée historique de Lausanne	45%	62%	48%
Collection de l'Art Brut	35%	32%	37%
Musée d'art contemporain	10%	4%	2%
Collection d'art de la Ville de Lausanne	5%	1%	1%
Musée romain de Lausanne-Vidy	5%	1%	1%
Clients externes (Iconopôle, Fondation Toms Pauli)	-	-	11%
Total	6'000	5'800	7'403

Projets et solutions

Le pôle Projets et solutions (PES) délivre les solutions informatiques en suivant la méthodologie de gestion de projet de la Confédération, HERMES.

Nombre de projets métier	2021	
Projets clôturés dans l'année	60	
— dont projets de rénovation	14	
— dont projets agiles	36	
Projets en cours simultanément, en moyenne	42	
Ressources affectées à la gestion de projet	2020	2021
Jours comptabilisés sur projets (personnel SOI)	1'716 = 7.8 etp	1'350 = 6.1 etp
Jours comptabilisés sur projets (personnel externe)	748 = 3.4 etp	380 = 1.7 etp

Développement de la cyberadministration

Si l'administration communale offre des prestations à la population, la plupart doivent faire l'objet d'une demande. Afin de traiter celles-ci, il est nécessaire de partager certaines informations. C'est le rôle des formulaires. Devenus la norme, les échanges électroniques sont privilégiés, évitant la ressaisie et les erreurs. Au vu du nombre de formulaires et de leurs fréquentes évolutions, une solution a été recherchée afin que les services de l'administration puissent être autonomes.

La solution *Jaxforms* a été sélectionnée et implémentée. Elle permet la modélisation rapide des formulaires, même s'ils sont très complexes. Les données récoltées sont alors disponibles sans ressaisie pour le personnel de la Ville. La solution permet non seulement aux utilisatrices et utilisateurs de revenir sur leur demande et de la compléter au besoin, mais aussi d'en voir le statut d'avancement du traitement.

Les formulaires sont libellés en utilisant l'écriture inclusive, ils appliquent les règles d'accessibilité pour personne en situation de handicap et sont contrôlés sous l'angle de la protection des données.

Les deux premiers formulaires créés sont:

- organiser une manifestation dans un établissement;
- organiser une manifestation sur l'espace public.

Préavis Modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne

Le système d'information (SI) de la Ville de Lausanne et les applications afférentes sont stratégiques et doivent être entretenus et modernisés pour faire face aux impératifs métiers, techniques et de sécurité. Le crédit d'investissement accordé en mai 2019 par le préavis N° 2018/43 «Modernisation du système d'information (SI) de la Ville de Lausanne» a permis le financement de 14 projets de rénovation en 2021.

Développement et intégration

Un nouveau pôle

La création du Pôle développement et intégration, intervenue en février 2021, s'inscrit dans la volonté du SOI d'adopter les principes liés à la culture DevOps, visant à harmoniser le développement logiciel (dev) avec l'administration des infrastructures informatiques (ops). L'un des objectifs recherchés est l'amélioration drastique du déploiement des nouvelles solutions informatiques internes ou externes au sein de la Ville avec, au fil du temps et des intégrations, une amélioration continue des processus. Les nouveaux processus ne sont pas figés et bénéficient d'une remise en question permanente dans le but de s'adapter aux changements et/ou aux dysfonctionnements constatés.

Infrastructure et exploitation

Automatisation de l'exploitation des centres de calcul – amélioration du suivi et de la qualité de service

L'automatisation des processus et du pilotage des systèmes a continué cette année, ainsi que l'amélioration de la qualité de service:

- le suivi opérationnel avec les services;
- les mises à jour continues des infrastructures;
- la diminution continue du nombre de versions des différents logiciels utilisés;
- l'abandon de phases manuelles en faveur de processus automatisés de pilotage de la production.

Evolution des prestations informatiques

- la mise en place de nouvelles infrastructures techniques (réseau, sécurité, serveurs et stockage) a été nécessaire pour faire face à l'accroissement des besoins de la Ville;
- la lutte contre l'obsolescence applicative, pour partie liée aux infrastructures des serveurs et des bases de données, est une activité qui comprend de multiples mini-projets et nécessite environ 30% des ressources de l'équipe d'exploitation.

Prestations clients et environnement numérique

Un nouveau pôle

Ce pôle regroupe toutes les activités en interaction avec les clients du SOI, à savoir les services de la Ville et les entités liées.

Le Centre de services

Point d'entrée principal du SOI pour les problématiques informatiques, le rôle central du Centre de services a été développé et renforcé durant l'année.

Afin d'améliorer la qualité du service fourni, le support sur site a été renforcé.

Le télétravail généralisé du fait de la pandémie de Covid-19 a encore mis en évidence l'importance du Centre de services en 2021:

- la plateforme de télétravail a été pérennisée;
- les déménagements de personnel au sein des services de la Ville et la mise à disposition de matériel pour les collaboratrices et collaborateurs se sont poursuivis.

Une forte augmentation des incidents a été constatée durant l'année 2021. Celle-ci est due, entre autres, à la reprise des activités de support des applications des Services industriels et à la mise à jour d'applications transverses comme Outlook.

La gestion de la demande

Toutes les demandes de projets informatiques au sein de la Ville ont été centralisées au sein d'un nouveau groupe nommé Gestion de la demande. Lorsque de nouveaux projets sont annoncés, la gestion de la demande évalue les besoins des services, les ressources informatiques et métier disponibles, le financement de ces projets, leur valeur ajoutée et les synergies possibles avec d'autres projets ou initiatives déjà existants avant de planifier leur mise en œuvre. Des réunions régulières ont lieu afin de discuter de la planification et de l'avancement des projets.

Gouvernance, Sécurité et données

PMO (Project Management Office) et gestion de projets

Le périmètre prévu initialement par le nouvel outil de gestion de projet a été étendu à l'occasion de la ré-organisation du SOI pour prendre en compte la saisie des temps: depuis début 2021, les collaboratrices et collaborateurs saisissent précisément le temps passé sur chaque activité ou projet. L'intégration du pilotage économique avec cette saisie des temps permet d'ores et déjà d'évaluer le coût d'un projet ou le coût d'hébergement d'une solution informatique.

Architecture et Sécurité

Le programme de gouvernance de la sécurité de l'information «SMSI» (système de management de la sécurité de l'information) a poursuivi sa montée en maturité. Les efforts ont porté particulièrement sur les points suivants:

- définition du programme de sensibilisation à la sécurité informatique et de son contenu;
- définition des rôles et responsabilités en matière de sécurité de l'information;
- mise en place de contrôle interne pour s'assurer de l'existence et du maintien des mesures de sécurité;
- plusieurs audit de type «test d'intrusion» ont été réalisés sur des applications exposées.

L'organisation de l'activité «architecture d'entreprise» a été consolidée et intégrée dans le processus de gestion des projets. Cette activité permet des contrôles de qualité, notamment en matière de sécurité de l'information et de protection des données.

Protection des données

Le plan de gouvernance de la protection des données SGPD (Système de gestion de la protection des données) a été élaboré et soumis au comité de pilotage pour validation. L'inventaire des services pilotes a été réalisé et déclaré à l'autorité cantonale.

Données

L'importance des données pour la Ville a été prise en compte, avec la préparation d'une stratégie des données en vue d'assurer la conformité des traitements et d'amener de nouveaux axes de pilotage en 2022. Le Groupe données a été constitué et il est dédié à cette activité qui prendra de l'ampleur avec les projets liés au Plan climat.

Chiffres clés du soi à fin 2021

Années	2018	2019	2020	2021
Postes de travail	5'752	5'966	6'657	6'771
— PC	4'051	4'085	4'892	3'885
— PC portables et tablettes	1'701	1'881	1'765	2'886
Serveurs d'entreprises				
— Serveurs physiques	45	61	64	59
— Serveurs virtuels	660	743	826	851
— Création de nouveaux serveurs virtuels	–	113	83	149
Volume de données				
— Données bureautiques (approximativement)	114 TB	166 TB	192 TB	218 TB
— Nombre de fichiers bureautiques	122 millions	145 millions	160 millions	184 millions
Transformation numérique				
— Prestations informatiques et technologiques ajoutées au catalogue	–	4	2	2
Solutions métier				
— Solutions applicatives	428	461	468	477
— Solutions transverses	31	74	71	69
— Solutions d'infrastructure	41	64	74	82
— Solutions «Métier»	323	266	266	287
— Solutions «Grand public»	35	57	57	39
— Projets menés en parallèle (métier et infrastructure)	144	165	149	152
— Utilisateurs de la cyberadministration	57'000	66'000	75'000	88'328
Infrastructure réseau informatique				
— Prises réseau	24'147	27'243	27'363	28'489
— Bornes Wifi en service	995	1'023	1'052	1'145
— Adresses réseau IP délivrées	19'433	19'907	21'323	22'000
— Fibres optiques (km)	36'200	36'800	36'900	36'900
Téléphonie				
— Nombre moyen d'appels par jour ouvrable (entrants-sortants-internes)	< 30'000	< 25'000	< 25'000	31'074
— Appareils de mobilité professionnelle	2'322	2'263	2'263	2'367
— Nombre de téléphones installés	4'531	4'639	4'320	4'393
Activités du Centre de services				
— Nombre moyen d'incidents par mois	1'250	1'592	2'140	4'050
— Nombre moyen de demandes de service par mois	1'270	1'366	1'885	2'046